

Les militants aux chefs cuisiniers des restaurants : annulez votre participation aux Tables rondes

21 octobre 2016 – Campagne BDS contre les Tables Rondes

Entre le 8 et le 26 novembre 2016, les chefs cuisiniers de 13 restaurants réputés de grandes villes du monde entier vont passer une semaine à cuisiner dans Tel Aviv, dans le cadre d'une initiative **israélienne** de relations publiques pour faire retomber leur prestige international sur l'image culinaire d'Israël. Des organisations de la société civile de ces pays leur ont demandé d'annuler leur participation.

Annulez votre participation aux Tables rondes de Tel Aviv – Retirez l'apartheid du menu

À l'attention de :

Indian Accent, New Delhi

Chef Manish Mehrotra

L'Ami Jean, Paris

Chef Stéphane Jégo

Maruja Limon, Vigo

Chef Rafael Centeno Moyer

Belcanto, Lisbon

Chef Jose Avillez

Triciclo, Madrid

Chefs Javier Goya, Javier Mayor

& David Alfonso

The Musket Room, New York

Chef Matt Lambert

Gustu, Bolivia

Chef Kamilla Seidler

Mallin & Schmidt, Denmark

Chef Thorsten Schmidt

Matador Room, Miami

Chef Jeremy Ford

La Bottega, Geneva

Chef Francesco Gasbarro

Taller, Copenhagen

Chef Karlos Ponte

Nahm, Bangkok

Chef David Thompson

Chef Diego Munoz, Lima

Nous soussignés, groupes de la société civile, vous écrivons à propos de votre participation prévue à la série de Tables rondes, événement culinaire qui va se tenir à Tel Aviv du 8 au 26 novembre 2016. Nous vous exhortons à reconsidérer votre participation à cette initiative dont l'objectif est de se servir de la *haute cuisine* pour masquer le déni par Israël des droits fondamentaux des Palestiniens.

En 2014, les chars d'assaut, avions et navires de guerre israéliens pilonnaient la bande de Gaza assiégée, tuant plus de 2100 Palestiniens, dont plus de 500 enfants, dans le plus récent de ces massacres devenus tragiquement périodiques, par l'armée israélienne. En plus de maisons, hôpitaux, écoles et usines, les attaques israéliennes ont détruit des fermes, serres, puits, vergers, cultures et bétail (1).

Les tireurs embusqués israéliens tirent constamment sur les agriculteurs palestiniens dans Gaza, et les fréquentes incursions militaires en détruisent les cultures. Le Centre

palestinien pour les droits de l'homme a documenté 534 incursions terrestres et 544 cas de fusillades entre 2006 et 2013, qui ont tué 179 civils et en ont blessé 751 (2). Des documents, obtenus après une bataille juridique, montrent qu'Israël, de façon cynique, s'est servi de calculs de calories pour décider du nombre de camions de vivres qu'il allait autoriser à traverser son blocus illégal de l'enclave côtière, mettant ainsi les Palestiniens de Gaza à un régime draconien (3).

En Cisjordanie occupée, après recherche, l'organisation israélienne Kerem Navot détaille comment Israël utilise l'agriculture comme moyen pour voler massivement la terre palestinienne. Depuis 1997, l'agriculture dans les colonies israéliennes, elles aussi illégales, s'est accrue dans la région de 35 %, tandis que les terres agricoles palestiniennes cultivées ont été réduites d'un tiers (4).

Par conséquent, il ne faut pas être surpris que, comme le rapportent les Nations-Unies, seulement 35 % des Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne ont la sécurité alimentaire (5).

Les citoyens palestiniens d'Israël, qui représentent 20 % de la population, sont à peine mieux lotis. Des communautés palestiniennes sont forcées de quitter leur terre sous l'effet du nettoyage ethnique que poursuit Israël. Israël refuse de reconnaître 176 villes et villages palestiniens, à l'intérieur de ses frontières reconnues internationalement, et dont beaucoup sont antérieurs à la création de cet État qui leur refuse les services les plus élémentaires, tels que l'eau et l'électricité. Les bulldozers israéliens démolissent en permanence des villages entiers, faisant des familles des sans-abri.

Et si vous, vous n'auriez aucun problème pour vous rendre à Tel Aviv, les près de 7 millions de réfugiés et déplacés internes palestiniens, conséquences du nettoyage ethnique qui

se poursuit, se voient refuser leur droit au retour sur leurs terres, tel que garanti par le droit international (6).

Alors que nous écrivons cette lettre, des dizaines de milliers de Palestiniens, surtout des jeunes, se soulèvent dans des mobilisations massives contre le régime d'oppression israélien, un régime qui s'est maintenu durant toute leur vie, et celle de leurs parents. Israël réagit de façon caractéristique à ces manifestations, déclenchées au départ par les attaques de colons contre l'enceinte de la mosquée Al Aqsa dans Jérusalem-Est occupée, il fait tirer à balles réelles sur les manifestants, tuant et blessant les militants palestiniens, il lance des raids pour l'arrestation de centaines de jeunes et enfants palestiniens, il procède à des démolitions punitives de maisons palestiniennes et il boucle des quartiers palestiniens entiers.

Alors que l'évènement des Tables rondes est présenté comme « *un dialogue fertile sur la culture, l'économie, et les questions sociales* », c'est en réalité une utilisation scandaleuse d'une tradition, consacrée par l'usage, de partage des expériences culinaires comme un moyen pour blanchir les violations généralisées des droits fondamentaux des Palestiniens, et notamment le droit à la nourriture.

En fait, parmi les partenaires de cet évènement parrainé par *American Express*, il y a le ministère israélien du Tourisme et celui des Affaires étrangères, et aussi la municipalité de Tel Aviv. Les ministères israéliens, depuis des années, sont impliqués dans le projet « Brand Israel » qui utilise la culture et les arts comme moyen pour détourner l'attention de son effroyable bilan en droits humains et se donner une image positive (7). Tel Aviv, ville qui s'est montée sur 4 villages palestiniens détruits et nettoyés ethniquement, comme la ville palestinienne historique de Jaffa, est le centre du régime d'Israël d'occupation, de colonisation de peuplement, et d'apartheid, et elle se rend profondément complice dans le blanchiment des violations

d'Israël des droits de l'homme et du droit international. Et ce partenaire à l'évènement, l'entreprise vinicole Golan Heights Winery, opère dans une colonie israélienne illégale sur le plateau syrien du Golan, en violation directe du droit international (8).

En 2005, plus de 170 organisations de la société civile palestinienne ont appelé aux boycotts, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à ce que celui-ci mette fin à ses violations des droits de l'homme, violations qui se poursuivent résolument et en toute impunité depuis des décennies (9). Dans le cadre de cet appel, les artistes internationaux, les personnalités du spectacle, les académiciens, et aussi les chefs cuisiniers, sont appelés à ne pas se produire en Israël. La liste de ceux qui prennent en considération cet appel continue de grandir (10).

En choisissant d'exercer votre talent culinaire dans la bulle privilégiée de Tel Aviv, entourée de millions de Palestiniens vivant sous l'oppression israélienne, non seulement ce serait fermer sciemment les yeux devant cet appel de principe qui émane de l'opprimé, mais vous deviendriez aussi le complice de ces violations israéliennes des droits humains des Palestiniens et de la perpétuation de l'occupation, de l'apartheid et du colonialisme israéliens.

Le respect de l'appel des Palestiniens pour le BDS est le meilleur moyen pour veiller à ce que les Palestiniens, selon l'expression même du militant anti-apartheid d'Afrique du Sud, qui soutient le BDS, l'archevêque Desmond Tutu, ne soient pas réduits à « *ramasser des miettes de compassion jetées de la table de ceux qui se considèrent comme (leur) maître,* », mais à ce qu'ils aient le « *menu complet de leurs droits* ».

Nous vous exhortons à ne pas prêter vos talents culinaires pour masquer les crimes d'Israël. Nous vous en prions, annulez votre participation à l'évènement des Tables rondes, jusqu'à ce que tout le monde ait une place à la table.

Signataires :

Land Defense coalition (LDC), Palestine

Palestinian Farmers Union (PFU), Palestine

Palestinian Environmental NGOs Network/Friends of the Earth-
Palestine, Palestine

Stop the Wall Campaign, Palestine

Alternative Information Center (AIC), Palestine/Israel

Boycott! Supporting the Palestinian BDS Call from within,
Israel

Frauen in Schwarz (Wien), Austria

Grupo de acción por palestina, Chile

Grupo de Acción por Palestina, Chile

Juventud Árabe por Palestina de Valdivia, Chile

BDS Colombia, Colombia

Boykot Israel, Denmark

Comité de Solidaridad Permanente EcuadorXPalestina, Ecuador

BDS France Campaign, France

Association France Palestine Solidarité 63, France

Collectif Judeo-Arabe et Citoyen pour la Palestine, France

Collectif 69 de soutien au peuple palestinien, France

Coordination Bds37 (Tours), France

CSPRN, France

Comité solidarité Palestine région nazairienne, France

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
– Gironde (MRAP33), France

Collectif BDS Metz, France

Comité BDS France 34 – Montpellier, France

Bds France Marseille, France

Abna Philistine (Enfants de la Palestine)

AK Nahost Berlin, Germany

Aktion Gerechter Frieden Nahost, Germany

BDS Berlin, Germany

BDS Hamburg, Germany

Deutsch-palästinensische Gesellschaft , Germany

Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost, Germany

Palästinakomitee Stuttgart, Germany

ACS – Associazione di Cooperazione e Solidarietà, Italy

Associazione Casale Podere Rosa (Rome), Italy

Associazione Culturale Sogni di un Mondo Diverso, Italy

Associazione senza paura – Genova, Italy

Associazione Stelle Cadenti, artisti per la pace, Italy

Assopace Palestina, Italy

BDS Italia, Italy

BDS Sardegna, Italy

Comitato per non dimenticare Sabra e Chatila, Italy

Comitato Pistoiese per la Palestina, Italy

Comitato varesino per la Palestina, Italy

Confederazione Cobas, Italy

Coordinamento BDS Roma e Provincia, Italy

Coordinamento Nord Sud del Mondo, Italy

Donne in Nero / Women in Black, Italy

Forum Italiano dei Movimenti per l'Acqua, Italy

Forum Palestina, Italy

Friends of the Palestinian Red Crescent, Italy

G.A.MA.DI. (Gruppo Atei Materialisti Dialettici), Italy

Gruppi Informali, Italy

Italian Communist Party, Italy

Italian Jews against Israeli Occupation, Italy

Lo Sguardo di Handala (Rome), Italy

Luisa Morgantini, former VP European Parliament, Italy

Rete Radiè Resch – Gruppo di Salerno, Italy

Rete Radié Resch di solidarietà internazionale, Italy

Rete Radié Resch Varese, Italy

Rete Romana di Solidarietà con il Popolo Palestinese, Italy

Salaam Ragazzi dell'Olivio Comitato di Trieste, Italy

Servizio Civile Internazionale, Italy

U.S. Citizens Against War – Florence, Italy

U.S. Citizens for Peace & Justice – Rome, Italy

ULAIA ArteSud onlus, Italy

Un ponte per..., Italy

Article 1 Collective, Netherlands

docP, Netherlands

Nederlands Palestina Komitee (NPK), Netherlands

Federación Palestina del Perú, Peru

Associação Abril, Portugal

Colectivo Mumia Abu Jamal, Portugal

Comité de Solidariedade com a Palestina, Portugal

Conselho Português para a Paz e Cooperação, Portugal

Grupo Acção Palestina, Portugal

MPPM – Movimento pelos Direitos do Povo Palestino e pela Paz no Médio Oriente, Portugal

Panteras Rosa – Frente de Combate à Lesbigaytransfobia, Portugal

SOS Racismo, Portugal

BDS Slovenia, Slovenia

Red Solidaria contra la Ocupación de Palestina (RESCOP), Spain

- Réseau composé de 43 organisations: Asociación Al-Quds de Solidaridad con los Pueblos del

Mundo Árabe (Málaga), Asociación Andaluza por la Solidaridad y la Paz – ASPA, Asociación de

Amistad Palestina-Granada «Turab», Asociación Hispano Palestina Jerusalén (Madrid),

Asociación Pro-Derechos Humanos de Andalucía, Asociación Unadikum, BDS Catalunya, BDS

Madrid, BDS País Valencià, Castelló per Palestina, Comité de

Solidaridad con la Causa Árabe

(Madrid, Asturias), Comité de Solidaridad con los Pueblos – Interpueblos (Cantabria),

Comunidad Palestina en Canarias, Comunitat Palestina de Catalunya, Comunitat Palestina de

València, Coordinadora de apoyo a Palestina (La Rioja), Ecologistas en Acción (Confederal),

Fundación IEPALA, Fundación Mundubat, Asociación Palestina Biladi, Anticapitalistas, Komite

Internazionalistak (Euskal Herria), MEWANDO (Euskadi), Movimiento Solidaridad Internacional

Catalunya – ISM Cataluña / Valencia, Mujeres en Zona de Conflicto – M.Z.C., Mujeres por la Paz

– Acción Solidaria con Palestina (Canarias), Paz Ahora, Paz con Dignidad, Plataforma de

Solidaridad con Palestina (Sevilla), Plataforma Palestina Ibiza, Plataforma Solidaria con Palestina

de Valladolid, Red de Jóvenes Palestinos, Red Judía Antisionista Internacional -IJAN, Sodepau,

Sodepaz, Sodepaz Balamil, Taula per Palestina (Illes Balears), UJCE (Unión de Juventudes

Comunistas de España), Grupo de Cooperación Sevilla Palestina, CERAI (Centro de Estudios

Rurales y de Agricultura Internacional), BDS Alacant (dentro de BDS País Valencià), Palestina

Toma la Calle, Coalició Prou Complicitat amb Israel Coalició Prou Complicitat amb Israel (CPCI), Catalonia, Spain

- Réseau composé de 14 organisations: Rumbo a Gaza, Junts-Associació Catalana de Jueus i

Palestins, Comunitat Palestina de Catalunya, NOVACT, BDS Catalunya, Pau Sempre, SUDS, Servei

Civil Internacional de Catalunya (SCI-Cat), Centre Euro Àrab de Catalunya, En Lluita, Unadikum,

Pallasos en Rebeldía, Asociación Cultural Arte & Maña and International Solidarity Movement

BDS Galicia

(ISM) Catalunya

Red Antisionista de Sevilla, Spain

Centro Cultural Palestino Biladi, Basque Country, Spain

Revolta Global-Esquerra Anticapitalista, Catalonia, Spain

Unadikum, Spain

Vent, associació cultural, Spain

BDS Switzerland, Switzerland

BDS Zürich, Switzerland

Bernese Vigil for a just peace in Israel / Palestine, Switzerland

Palestine Solidarity Campagn, Thailand

BDS Thailand, Thailand

Artists for Palestine UK, United Kingdom

Cambridge Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Camden Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Camden Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Inminds, United Kingdom

Jews for Boycotting Israeli Goods, United Kingdom

Merton PSC, United Kingdom

Northern Women for Palestine, United Kingdom

Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Stop G4S, United Kingdom

York Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Association of Palestinian Communities in Scotland, Scotland,
United Kingdom

Scottish Palestine Solidarity Campaign, Scotland, United
Kingdom

Adalah-NY; the New York Campaign for the Boycott of Israel,
United States

CODEPINK Women for Peace, United States

Notes :

[1]

<http://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/agriculture-post-war-gaza-strip-18-09-2015>

[2]

<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/palestine-under-fire-report-en.pdf>

[3]

<http://www.gisha.org/UserFiles/File/publications/redlines/redlines-position-paper-eng.pdf>

[4]

<http://972mag.com/resource-how-agriculture-is-used-to-take-over-west-bank-land/84993/>

[5]

<http://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/food-insecurity-palestine-remains-high>

[6]

http://www.badil.org/phocadownloadpap/Badil_docs/publications/Q&A-en.pdf

[7]

<https://electronicintifada.net/content/behind-brand-israel-israels-recent-propaganda-efforts/8694>

[8]

<http://www.whoprofits.org/sites/default/files/WhoProfits-IsraeliWines.pdf>

[9] <http://www.bdsmovement.net/call>

[10] <http://www.bdsmovement.net/activecamps/cultural-boycott>

<http://www.bdsmovement.net/successes/>

<https://docs.google.com/document/d/1g1sejFPlFyP-ruLXq-DJerKYX3FsTfbvtuDcXbqyT2M/edit?usp=sharing>

Traduction : JPP pour BDS France

« On ne danse pas avec l'apartheid! » Lettre ouverte: spectacle Roy Assaf/biennale de la danse / sept 2016

A l'attention de :

Madame Dominique Hervieu , Direction de la biennale de la danse
Monsieur Pierre Dussurgey, Maire de Vaulx en Velin
Monsieur Roland CRIMIER, Maire de St Genis Laval
Monsieur Jean-Claude TALBOT, Maire de Corbas

Le 12/09/2016

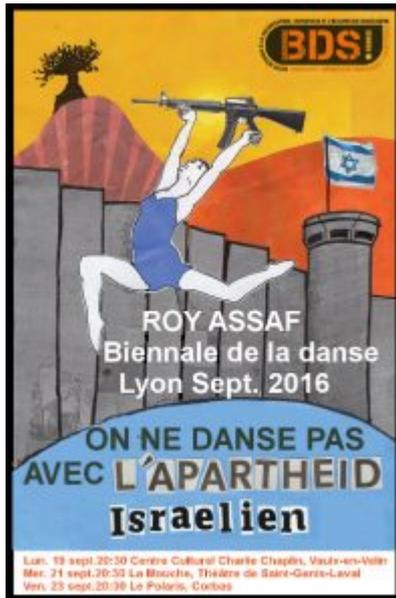
Objet : lettre ouverte : spectacle Roy Assaf / biennale de la danse / sept 2016

Madame, Monsieur

Dans le cadre de la Biennale de la danse, le danseur Roy ASSAF présente, dans trois communes (Vaulx-en-Velin, St Genis-Laval, Corbas) un spectacle « Six jours après » et « La colline », faisant référence à la guerre des 6 jours, et dont une partie de la musique, est composée d'un chant militaire israélien. Ce spectacle est soutenu par le ministère de la culture israélien.

Ainsi pendant que des artistes palestiniens sont emprisonnés comme Abu Sakha clown palestinien, ou la poétesse Dareen Tatour, pendant que la colonisation et les crimes continuent, nous ne pouvons accepter que le gouvernement israélien se serve de l'art pour promouvoir l'image d'Israël. Pas plus que nous ne pouvons accepter que la biennale de la danse ne se

prête à cette propagande.



La culture comme arme de guerre

Roy Assaf est un « ambassadeur » d'Israël soutenu par le Ministère de la culture. il participe ainsi de facto, à l'initiative « Marque Israël » du gouvernement israélien. L'objectif de cette initiative, lancée en 2006, est de redorer l'image internationale d'Israël par des performances d'artistes. Cette campagne est une réponse du gouvernement d'Israël au nombre croissant de manifestations dans le Monde, qui s'opposent aux violations des droits humains et du droit international de la part d'Israël,

Des artistes israéliens, dont les performances à l'étranger sont financées par l'État, signent un contrat dans lequel ils sont définis comme fournisseurs de services. Ils promettent au ministère qu'ils vont promouvoir « les intérêts politiques de l'État d'Israël par la culture et l'art » ce qui comprend « une image positive d'Israël ». Arye Mekel, du Ministère des affaires étrangères, a annoncé dès 2009, « nous enverrons à l'étranger des romanciers et des écrivains très connus, des compagnies de théâtre, des expositions (...) De cette façon, vous montrez le visage plus joli d'Israël ... ».

Cette campagne de marketing consiste à jeter de la poudre culturelle aux yeux du grand public, pour se donner une image positive, cultivée, moderne, « normale »... Mais si Israël veut être traité comme un Etat « normal », il doit se comporter comme tel, en cessant les crimes de guerre et crimes contre l'Humanité, en se conformant au droit international et en ayant la volonté d'une solution de paix. Tant que cela ne sera pas le cas, les citoyens du Monde s'inscriront dans le mouvement de boycott, à l'instar des campagnes qui ont permis une issue pacifique et la fin de l'Apartheid en Afrique du sud.

La réponse citoyenne : Boycott, Désinvestissement, Sanctions

La société civile palestinienne a lancé dès 2005 un appel au Boycott, aux Désinvestissements et aux Sanctions contre Israël jusqu'à la fin de l'occupation des territoires palestiniens tant que ce pays ne respecte pas le droit international. « Nous constatons que loin de chercher une solution juste et pacifique avec les Palestiniens, Israël, à travers ses gouvernements successifs, s'engage toujours plus avant dans la violence de l'occupation, de la colonisation, la violation des droits humains et du droit international ».

Le boycott culturel Le boycott culturel s'attaque ainsi à la stratégie israélienne de tentative d'améliorer son image. Le boycott culturel ne vise jamais des individus. Le boycott culturel ne s'applique aux événements culturels en dehors d'Israël, que s'ils sont financés ou soutenus par une agence gouvernementale israélienne (ministère, ambassade, consulat). C'est le cas de « Roy Assaf » dans ce spectacle. C'est pourquoi nous demandons l'annulation de la venue des ambassadeurs d'un État qui ne respecte en rien les droits humains et le droit international.

Recevez, Madame, Monsieur, nos très sincères salutations.

Le conseil d'administration Collectif 69 de soutien au Peuple Palestinien

Lettre ouverte aux Présidents de l'ASSE Roland Romeyer et Bernard Caïazo, à l'entraîneur Christophe Galtier, aux membres du staff, aux joueurs, et aux responsables des clubs de supporters de l'Équipe masculine professionnelle de l'Association Sportive Saint-Étienne.

Le tirage au sort a désigné votre adversaire pour le premier tour de l'UEFA Europa League : l'équipe israélienne Beitar Jérusalem. Vous avez rencontré ce club israélien le mercredi 17 août 2016 à l'extérieur, en Israël. A l'heure où vous vous préparez à le recevoir pour le match retour, nous tenons à vous transmettre notre consternation, du fait de ces

déplacements qui contredisent les valeurs sportives et antiracistes que vous et le sport êtes supposés défendre.

Connaissez-vous le club Beitar Jérusalem et ses supporters que vous allez recevoir ?

Le club Beitar est un club ultra-raciste qui a été fondé par David Horn, le chef du mouvement de jeunesse du parti du même nom, parti ultra sioniste et d'extrême droite. Et l'équipe était composée de jeunes de ce parti. En Israël, sport et politique sont donc intimement liés.

Les supporters de ce club, qui se font appeler La Familia, sont ultrasionistes, racistes et extrêmement violents. Leur slogan favori est « Mort aux arabes » et leur drapeau porte l'inscription « Beitar pur pour toujours ». Fin juillet, 19 de ces supporters ont été inculpés pour « tentative de meurtre, de sabotage aggravé, de délits racistes, de possession illégale d'armes et de violation de la législation contre les violences dans le sport » selon la police israélienne. Six d'entre eux sont en prison pour participation au meurtre du jeune palestinien brûlé vif en 2014.

Le Beitar n'a jamais recruté de joueurs arabes de nationalité israélienne alors qu'ils représentent plus de 17% de la population d'Israël. En 2013, le sélectionneur a tenté de recruter deux joueurs d'origine tchéchène. Leur entrée sur le terrain a été accueillie par des réactions de haine de la part des supporters et des joueurs du Beitar sous prétexte que ces joueurs étaient musulmans. Les violences ont duré plusieurs semaines, les locaux du club ont même été incendiés et les trophées détruits.

De plus, Jérusalem est une ville dont la situation est à rappeler. En 1948, 800.000 Palestiniens ont été chassés de chez eux. La ville, sous occupation israélienne depuis 1967 malgré de nombreuses résolutions de l'ONU, a été illégalement annexée par Israël. La communauté internationale ne la

reconnaît pas comme capitale d'Israël pour cette raison. La France y a un consulat pour les territoires palestiniens occupés. Ses habitants palestiniens y sont régulièrement chassés de chez eux, leurs maisons détruites ou confisquées. Des quartiers entiers sont ainsi « nettoyés ».

Ce n'est pas seulement un triste épisode de l'Histoire. En effet, depuis maintenant 68 ans, Israël n'a jamais cessé ce processus d'expropriation et d'épuration ethnique de Jérusalem-Est. Cette politique spécifique fait partie de l'ensemble des agressions contre la population palestinienne, de crimes de guerre répétés, d'occupation et de colonisation des terres palestiniennes, de milliers de palestiniens emprisonnés sans jugement par le biais de la « détention administrative » reconductible tous les 6 mois pendant des années, tout cela en violation totale des droits de l'Homme et du droit international.

Cet État tente par tous les moyens d'imposer au reste du monde l'image d'un pays » normal » où l'on pourrait jouer de grandes compétitions sportives et oublier qu'à quelques kilomètres, l'armée impose un blocus illégal aux 2 millions d'habitants de la bande de Gaza depuis plus de 9 ans... La politique discriminatoire du gouvernement israélien à l'égard du peuple palestinien est considérée comme un apartheid, crime défini et caractérisé par le droit international après la fin du régime d'apartheid sud-africain des années 1948 -1994.

Les nombreuses restrictions de mouvement imposées à la population palestinienne des territoires occupés (blocus de Gaza, mur de l'apartheid et check points en Cisjordanie) par Israël pénalisent fortement les sportifs palestiniens. Elles se traduisent souvent par l'impossibilité pour toute une équipe de se regrouper, de se déplacer, de jouer à domicile en particulier à Jérusalem-Est ou à l'extérieur. Les sportifs sont également arrêtés et emprisonnés sans inculpation officielle, ni présentation devant un quelconque organe

judiciaire, ni raison fournie aux proches.

Pour information, en juillet 2016, 7000 prisonniers politiques palestiniens sont dans les geôles israéliennes dont 350 enfants. Depuis 1967, plus de 800.000 palestiniens sont passés par les prisons israéliennes, et parmi eux des footballeurs: **Sameh Maraabeh, Zakaria Daoud Issa, Imad Abbasi, Ziad Hassan, Omar Abu Rouis** et **Mohammed Ibrahim Nimr** ces dernières années. Leurs carrières sont désormais brisées, comme l'a été celle du footballeur **Mahmoud Sarsak** détenu pendant trois ans, et libéré en 2012 suite à une grève de la faim héroïque de plus de 90 jours, au péril de sa vie.

Israël brise les carrières des sportifs palestiniens prometteurs par l'emprisonnement mais aussi par le meurtre et les blessures: par exemple, lors de l'agression meurtrière de Gaza appelée « Opération Plomb Durci » en 2008-9, trois footballeurs palestiniens ont été tués délibérément, en témoignent les blessures par balles.

Parmi ceux qui ont été tués lors de la dernière attaque de l'été 2014 par Israël, figurent **Ahmad Muhammad al-Qatar** et **Uday Caber**, deux joueurs de football de 19 ans à l'aurore de leur carrière.

En parallèle Israël détruit les infrastructures palestiniennes ou empêche leur développement (blocus à Gaza, blocage des équipements envoyés par la FIFA, droits de douane élevés...).

La FIFA s'est saisie de la question en créant en 2013 un groupe de travail mais les tentatives de médiation ont échoué. Suite à la menace de la demande palestinienne de suspendre Israël, retirée à la dernière minute lors du dernier Congrès de la FIFA de 2015, un comité de surveillance est mis en place. Mais aucune mesure concrète n'a été prise pour améliorer la situation (au moins trois footballeurs ont été emprisonnés depuis début 2016).

Ainsi Monsieur le Président, messieurs les dirigeants, membres

du staff, joueurs, contribuez-vous à la normalisation de cet apartheid en accueillant Israël à travers le club du Beitar Jérusalem pour le match retour le 25 août prochain au Stade Geoffroy Guichard. En le permettant, vous participez à donner une image « fair-play » trompeuse à un État oppresseur et injuste.



Peut-être ignorez-vous que les organisations de la société civile palestinienne ont lancé un appel, aux sportifs entre autres, à toutes les consciences morales en fait, pour qu'ils ne se rendent pas « jouer » en Israël tant que cet état continue d'ignorer les résolutions des Nations Unies, de violer les normes du droit international et de priver les Palestiniens de leurs droits humains les plus élémentaires.

Alors nous citoyens de notre ville, et amoureux du vrai sport nous vous demandons: restez fidèles aux principes éthiques et aux vraies valeurs du sport, ne vous laissez pas manipuler, refusez d'être complices d'une propagande visant sous couvert du sport à masquer les réalités de l'État colonial et d'apartheid qu'est l'État d'Israël.

Ne jouez pas avec l'apartheid !

Nous restons à votre entière disposition pour tout supplément d'information.

Cordialement,

Comité BDS France 42

Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) France

CICP 21 ter rue Voltaire

75011 Paris

campagnebdsfrance@yahoo.fr

<http://www.bdsfrance.org>

Lettres ouvertes à Baaba Maal de citoyens israéliens et d'Artistes pour la Palestine UK

Des citoyens israéliens à Baaba Maal : s'il vous plaît, ne légitimez pas l'occupation israélienne et l'apartheid à Jérusalem ni ailleurs

Juillet 2016

Cher Baaba Maal

« JE SUIS SOLIDAIRE CAR JE CROIS QUE NOUS MERITONS TOUS DE VIVRE EN SECURITE » (Baaba Maal)

Nous sommes des citoyens d'Israël qui nous opposons activement à la politique d'occupation belliqueuse, de colonialisme, de nettoyage ethnique et d'apartheid de nos gouvernements successifs contre le peuple natif de cette terre, le peuple palestinien. Nous sommes des supporters actifs du mouvement mondial à direction palestinienne pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) d'Israël.

La musique est une expérience unique qui peut nous élever et inspirer ce que l'humanité a de meilleur. En qualité d'artiste africain parmi les plus respectés et d'ambassadeur mondial pour Oxfam, vous avez joué et écrit des chants depuis des années en inspirant bien des gens dans le monde avec vos paroles politiques et sociales, du Sénégal en Syrie, de la

Mauritanie à la Palestine...

Vous avez parlé et demandé que le monde soit attentif à la cause des femmes, vous avez élevé les consciences sur le VIH et vous avez demandé au leaders mondiaux d'être du côté des 60 millions et plus de gens qui ont été forcés de fuir leurs foyers en raison de conflits, de violences et de persécutions.

Ces femmes et hommes, vivant sous des régimes oppresseurs, déplacés et rendus réfugiés, ont porté votre musique dans leur cœur avec le sentiment que même dans les camps de réfugiés les plus éloignés, ils ne sont pas seuls, ils ont une voix.

Par conséquent nous voici, un groupe d'Israéliens, élevant la voix pour répondre à votre appel. Nous vous demandons de ne pas jouer au festival « Jerusalem Sacred Music » qui se tiendra en septembre 2016 dans la vieille ville de Jérusalem Est occupé.

Dans les conditions actuelles, jouer dans un festival israélien est tout sauf sacré. Le soi-disant festival de musique sacrée dure maintenant depuis quelques années au cœur de la vieille ville de Jérusalem qui a été occupé depuis 1967. Depuis plus de 20 ans maintenant, presque 4 millions de Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza ont l'interdiction d'entrer dans Jérusalem et de venir sur le lieu de votre performance.

Depuis plus de 68 ans, 5 millions de réfugiés palestiniens ont été dispersés autour du monde, vivant dans des camps de réfugiés, et ils sont interdits de rentrer dans les foyers en Palestine qu'ils ont été forcés de quitter en 1948.

Et à tout moment, de plus en plus de Palestiniens sont chassés de leurs foyers et de leurs terres à cause de la violence imposée sur eux par les colons israéliens et les responsables militaires et civils, y compris avec la destruction de foyers palestiniens par la municipalité de Jérusalem qui sponsorise le festival de « musique sacrée » !

Allez-vous entendre la voix des millions de gens qu'Israël entreprend sans cesse de chasser de leurs terres ?

Israël maintient des millions de Palestiniens sous contrôle militaire, restreignant leur accès à l'eau, à l'éducation, à la liberté de mouvement et à la terre.

Il a démoli plus de 40 000 foyers ces 48 dernières années, dont 2000 à Jérusalem. Plus de 300.000 Palestiniens qui résident à Jérusalem n'ont pas le droit de voter pour le Parlement israélien ni la possibilité de construire un foyer pour leurs enfants. Plus de la moitié d'entre eux vivent encore sans connexion correcte à l'eau et à l'assainissement. 75 % des Palestiniens de Jérusalem sont sous le seuil de pauvreté.

Dans ce contexte, et vue la demande unanime d'un nombre écrasant d'organisations palestiniennes, de plus en plus d'artistes refusent de jouer en Israël. Jouer en Israël actuellement saperait tout l'effet positif que la musique peut avoir. Tout message positif ou toute musique inspiratrice serait éclipsée par l'association avec l'État israélien, et servirait sa propagande du « business as usual ».

De nombreux artistes l'ont réalisé et ont décidé d'annuler leurs performances en Israël. Bien plus nombreux sont ceux qui refusent d'emblée les spectacles en Israël.

En tant que personne et artiste qui avez vu la douleur dans les camps de réfugiés et les zones de conflit que vous avez visités, et après toutes les souffrances dont vous avez été témoin en personne, nous vous demandons de vous souvenir et de respecter les réfugiés palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem-Est et tous les autres réfugiés palestiniens dans le monde ; et d'annuler votre show à Jérusalem, juste comme Salif Keita et Aziza Brahim ont annulé leurs performances dans le festival de musique sacrée précédemment.

Nous vous pressons de faire comme beaucoup de vos autres

collègues et de refuser de jouer en Israël jusqu'à ce que cessent l'occupation, l'apartheid et le nettoyage ethnique !

Sincèrement,

Boycott ! Soutien de l'intérieur à l'appel palestinien BDS

<http://boycottisrael.info/>

Lettre d'Artists For Palestine UK (<https://www.facebook.com/ArtistsforPalestineUK/>)

Londres, le 25 juillet 2016

Cher Baaba Maal:

Les gens qui aiment et respectent votre travail trouvent difficile à comprendre que vous ayez accepté de jouer dans la Vieille Ville de Jérusalem – qui est sous occupation militaire israélienne – en septembre prochain.

Votre chant «Baayo» fait partie de la bande-son de nos vies, mais pour les Palestiniens qui ont été chassés de la Ville Sainte (selon un processus qui a commencé en 1948), vos mots ont une résonance particulière: «si Dieu pouvait me transformer en pigeon», chantez-vous, «je pourrais voler vers ma patrie»...

Il faut que vous sachiez que les millions de Palestiniens qui vivent en tant que réfugiés au Liban, en Jordanie, en Syrie et ailleurs ne peuvent pas voler vers leur patrie. Israël leur refuse leurs droits en tant qu'habitants indigènes de ce pays et ne les laisse pas y entrer, même pour une petite visite. Pour ces gens, Jérusalem – où vous chanterez – n'existe que dans les prières et les aspirations: la ville leur est fermée. Et elle est pratiquement fermée aux près de cinq millions de Palestiniens qui vivent sous occupation et assiégés en Cisjordanie et à Gaza ; Israël ne les laisse pas non plus

entrer en général.

Donc, qui aurez-vous en face de vous lorsque vous monterez sur scène au Musée de la Tour de David le 20 septembre? Sans doute y aura-t-il, dans le public israélien, des gens honnêtes qui détestent l'occupation, qui ont essayé d'arrêter les bombardements de leur gouvernement sur Gaza assiégée, etc. Ils se consoleront avec votre musique qui parle aux âmes et aux cœurs.

Mais là n'est pas le problème.

En acceptant d'apparaître dans une ville qui est illégalement occupée, dont la population indigène est toujours sous une pression qui la pousse à partir, vous donnez une consolation à l'État responsable de la dispersion et de l'occupation et à ses soutiens internationaux.

Le Festival de musique sacrée auquel vous participez peut sembler un projet délicieusement alternatif, or il fait partie de la Saison Culturelle de Jérusalem (JSOC), une initiative de la municipalité de Jérusalem et d'autres organisations prise pour promouvoir une «marque» apparemment différente et branchée de Jérusalem sous contrôle israélien. La Fondation de la Famille Schusterman, par exemple, qui cofinance JSOC, dit qu'un des buts est de «renforcer l'État d'Israël et de réparer le monde» – mais nulle part sur la liste des partenaires ne se trouve une seule organisation travaillant ou faisant campagne pour ou simplement reconnaissant que l'État a créé les réfugiés palestiniens. Réparer le monde palestinien n'entre pas dans sa conception.

Depuis 2004, une coalition d'organisations de la société civile palestinienne, PACBI, a appelé les artistes au niveau international à «endosser la responsabilité morale de combattre l'injustice» en refusant de participer à des événements officiels tel celui auquel vous êtes programmé. Brian Eno est un des musiciens qui ont répondu à l'appel

palestinien; il nous a suggéré de vous inviter à suivre son exemple.

Votre présence sur l'affiche de septembre est largement utilisée pour la promotion du festival. Nous pensons que vous prêtez votre crédibilité de musicien et de militant des droits humains à une opération complexe de relations publiques destinée à faire passer une ville occupée pour un havre de multiculturalisme. C'est vraiment ce que vous voulez faire?

Doug Holton, créateur de théâtre

Jenny Morgan, réalisatrice

Miranda Pennell, réalisatrice

Kareem Samara, musicien

Farhana Sheikh, écrivaine

**Lettre ouverte au Ministre de
la Défense J-Y Le Drian: Non
à l'achat de drones**

israéliens par la France !

Lettre ouverte au Ministre de la défense Jean Yves
Le Drian

**NON A L'ACHAT DE DRONES DE RECONNAISSANCE ISRAÉLIENS
PAR L'ARMÉE FRANÇAISE !**

Paris, le 5 juillet 2016

Monsieur le Ministre de la Défense,

L'armée de Terre cherche à renouveler ses drones de reconnaissance [*]. D'où la procédure d'acquisition en cours, qui porte selon la presse sur 210 appareils (répartis en trois lots) pour plus de 100 millions d'euros.

Parmi les choix possibles figure une version modernisée du Skylark 1LE de la société israélienne Elbit Systems.

Comme vous le savez, l'entreprise israélienne Elbit Systems équipe électroniquement le mur déclaré illégal par la Cour Internationale de Justice, qui emprisonne la population palestinienne de Cisjordanie, isole des villages et entrave l'accès aux terres cultivables.

De plus, comme le revendiquent pleinement les acteurs principaux du complexe militaro-industriel israélien, dont Elbit Systems, la population palestinienne sert de cobaye pour tester leurs armes, en toute violation de la 4ème convention de Genève (*comme ce fut notamment le cas lors des offensives militaires contre Gaza*).

Les États, dont la France, au regard de ses engagements européens et internationaux, ont pour

obligation de garantir qu'Israël, comme tout autre État, se conforme au droit international.

Si l'achat du Skylark 1LE se confirmait, vous porteriez, avec l'ensemble du gouvernement, la responsabilité du manquement de la France à ses obligations mais aussi d'un soutien de fait à une industrie militaire israélienne au service d'une politique coloniale, meurtrière et illégale.

Refusant, en tant que citoyens, toute complicité avec cette politique, et rejoignant l'appel de la société civile palestinienne à la mise en œuvre d'un embargo militaire international contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international, nous vous demandons de rejeter l'offre de la société Elbit Systems.

Campagne BDS France et AFPS

Avec le soutien de la Plateforme des ONG pour la Palestine

[*] Drones de reconnaissance au contact (DRAC) Utilisés par les unités d'artillerie, les DRAC sont, en quelque sorte, des « *jumelles déportées* » dans la mesure où ils permettent de collecter des informations, de jour comme de nuit et en temps réel, sur une dizaine de kilomètres.

ENGLISH:

Open Letter to the French Minister of Defence

NO TO THE PURCHASE OF ISRAELI RECONNAISSANCE DRONES BY THE FRENCH ARMY!

Paris, 5 July 2016

Sir,

The army intends to renew its fleet of reconnaissance drones [*]. Hence the acquisition process currently underway which, according to the press, involves 210 aircraft, divided into three lots, for a value of more than 100 million euros.

Among the possible choices is a modernised version of the Skylark 1LE, developed by the Israeli company Elbit Systems.

As you know, Elbit Systems provides the electronic detection system for the wall that has been declared illegal by the International Court of Justice, the wall that imprisons the Palestinian population of the West Bank, that isolates its villages and hinders the access to its arable land.

Moreover, as is clearly asserted by major actors of the Israeli military-industrial complex, including Elbit Systems, the Palestinian population is used as a guinea pig to test weapons, which is in total violation of the Fourth Geneva Convention (as was especially the case during the military offensives against Gaza).

States, including France, in view of their European and international commitments, are obligated to ensure that Israel, like any other state, complies with international law.

If the purchase of the Skylark 1LE were confirmed, you would bear responsibility, along with the government, for the failure of France to live up to its obligations, and also responsibility for *de facto* support to an Israeli military industry which is in the service of colonial, murderous and illegal policies.

In refusing, as citizens, any collusion in those policies, and in joining the appeal by Palestinian civil society for an international military embargo against the State of Israel until it respects international law, we ask you to reject the bid by Elbit Systems.

BDS France Campaign and the **France-Palestine Solidarity Association**

Endorsed by the Platform of French NGOs for Palestine

[*] Close-range reconnaissance drones, known as DRACs in French, are used by artillery units, and are, in a way, « remote binoculars » in the sense that they can collect information, by day or by night and in real time, over a range of several miles.

Alertez vos parlementaires en urgence – Droit Au Boycott

Le projet de loi « Égalité et citoyenneté » est débattu à partir de ce lundi à l'Assemblée nationale. Le vote pourrait intervenir dès le 29 juin. Selon son résultat, la loi pourrait faciliter les attaques contre l'appel au boycott ou au contraire nous permettre de développer notre campagne contre l'impunité et les violations du droit international.

Lors de son intervention le 7 mars 2016 au dîner du Crif, Manuel Valls avait déclaré « la disposition visant à sortir les délits antisémites et racistes du droit de la presse pour les faire rentrer dans le droit commun figurera dans le projet de loi Égalité et citoyenneté ». Il faisait ainsi allusion à la circulaire Alliot-Marie qui, bien que visant à protéger du racisme et de l'antisémitisme, a été détournée de son objet en criminalisant l'appel au boycott.

Avec le projet adopté en l'état, nos adversaires seront moins contraints par des obstacles liés à la procédure ou aux délais de prescription.

Dix députés (Pouria Amirshahi, Alexis Bachelay, Jean-Jacques Candelier, André Chassaigne, Yves Daniel, Hervé Féron, Jacqueline Fraysse, Michel Ménard, Noël Mamère, Gabriel Serville), répondant aux demandes de la Plateforme Palestine et de l'AFPS, ont déposé 2 amendements destinés à exclure les actions de boycott citoyens du champ d'application des dispositions contre le racisme et l'antisémitisme, précisant que :

- « Ne constitue pas une provocation à la discrimination le fait d'appeler au boycott de produits ou de services concourant à la politique contestée d'un État. » ;
- Et ajoutant une exception à l'article 225-3 du Code pénal : « Aux refus d'achat de produits ou de services, ou à des producteurs concourant à la politique contestée d'un État. »

Nous vous invitons à alerter vos parlementaires (ou du moins celles et ceux qui peuvent être sensibles à cette question) pour qu'ils soient présents et votent ces amendements.

Vous trouverez ci-joint un modèle de courrier à envoyer aux députés (pouvant être adapté en fonction des cibles), ainsi que les 2 amendements avec l'exposé des motifs.

L'adoption de ces amendements serait une véritable victoire pour le mouvement de solidarité et au-delà pour nos amis palestiniens.

[Amendements d'Alexis Bachelay au projet de loi égalité et citoyenneté](#)

[Modèle de courrier aux députés](#)

Source : <http://www.ujfp.org/spip.php?article5035>

Des citoyens israéliens à Santana : Ne jouez pas, s'il vous plaît, en Israël de l'apartheid

Mai 2016

À Carlos Santana,

Nous sommes des citoyens d'Israël opposés à l'occupation militaire de notre gouvernement et à la politique d'apartheid contre le peuple palestinien. Nous soutenons le mouvement mondial de défense des droits humains dirigé par les Palestiniens de Boycott, Désinvestissement et Sanctions d'Israël (BDS).

Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous inciter à affirmer votre solidarité avec les opprimés et à dire NON au blanchiment de l'apartheid par la musique. Nous vous exhortons à annuler votre concert en Israël et nous nous en expliquons dans les lignes qui suivent.

En 2010, vous avez été un des premiers artistes de renommée mondiale à refuser publiquement de vous opposer à BDS avec feu Gil Scott Heron et Roger Waters.

Depuis 2010, rien ne s'est amélioré pour les Palestiniens qui croupissent sous le régime discriminatoire et répressif d'Israël. Israël a mené deux assauts plus intenses sur Gaza. Leur ampleur plus importante à tous les deux en 2014, a eu pour résultat le massacre, par une puissance de feu israélienne énorme, de plus de 2 000 Palestiniens, dont 500

étaient des enfants. 89 familles ont été rayées de la carte. 2 000 enfants se sont retrouvés orphelins. 18 000 maisons ont été détruites ou gravement endommagées. Entre les massacres, Israël continue à tirer quotidiennement sur les paysans palestiniens et sur les pêcheurs et des tanks font de fréquentes incursions dans des champs. Pas plus tard que la semaine dernière, Israël a bombardé Gaza quatre jours de suite, causant la mort d'une femme et blessant un vieil homme, une jeune femme et plusieurs enfants.

En Cisjordanie, rien qu'au cours de l'année passée, plus de 220 Palestiniens ont été tués par les forces armées israéliennes et par des civils armés, ce qui a fait affirmer à des ONG comme Amnesty International et à des personnalités politiques au niveau mondial qu'il s'agissait d'exécutions extra judiciaires. Un quart de ceux qui ont été tués étaient des enfants et des mineurs. De plus, Israël pratique la démolition massive de maisons palestiniennes en déracinant en même temps les communautés bédouines du Negev/Naqab (dans le sud d'Israël). Des raids militaires sont menés pour arrêter des Palestiniens, c'est le lot quotidien, de même que la réalité étouffante des checkpoints, les fermetures et les couvre-feux.

Les Palestiniens d'Israël ont fait l'expérience d'une recrudescence d'arrestations et de brutalités policières. La déambulation dans les rues de gangs hurlant « Mort aux Arabes » est maintenant un phénomène commun. Les citoyens palestiniens indigènes d'Israël sont déshumanisés par les législateurs israéliens et par des personnalités, y compris le dirigeant de la soi-disant opposition, Isaac Herzog, qui se vante que son parti « n'aime pas les Arabes ».

En tant que citoyens d'Israël profondément préoccupés par la situation actuelle et par l'avenir, nous vous demandons de prêter attention à l'appel de la société civile palestinienne pour le boycott d'Israël, tout comme l'appel « J'veis pas jouer à Sun City » lancé il y a plusieurs dizaines d'années

dans le cadre de la campagne contre l'apartheid sud-africain.

En 2011, Israël a rendu illégal l'appel BDS. Nous choisissons de défier la loi, sachant que la punition qui nous est réservée par notre gouvernement est bien plus légère que celle réservée à nos collègues palestiniens. Au moment où nous nous exprimons, Israël a promulgué une interdiction de se déplacer à Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS. Le seul « crime » de Barghouti est d'agir comme défenseur des droits humains en voyageant dans le monde et en faisant appel à la conscience et au sens du devoir moral des gens.

Cher Carlos Santana, tenez vous s'ils vous plaît aux côtés du peuple palestinien indigène qui est privé de ses droits, ne prêtez pas votre art ni votre nom à l'apartheid israélien et à la violation des droits humains. Ne jouez pas, s'il vous plaît, pour Israël de l'apartheid.

Sincèrement

BOYCOTT! Soutien à l'appel palestinien BDS de l'intérieur

Source: <http://boycottisrael.info/>

Traduction SF pour BDS France

Lettre de BDS France à Jean-Jacques Urvoas, Ministre de la Justice

Monsieur Jean-Jacques Urvoas
Ministre de la Justice
1 place Vendôme

Paris, le 23 février 2016

Lettre recommandée avec A.R.

Monsieur le Ministre,

Suite à votre nomination récente en tant que ministre de la Justice, nous espérons qu'elle permettra de mettre fin à une injustice qui nous tient à cœur.

Dans [votre lettre du 20 novembre 2015 à votre prédécesseure Christiane Taubira](#), vous vous inquiétez de la mise en œuvre persistante par les parquets des recommandations contenues dans la circulaire émise le 2 février 2010 par Madame Michèle Alliot Marie, Garde des sceaux à cette date.

Vous précisez que cette circulaire constitue un détournement de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 destiné à pénaliser un appel à boycott qui relève de la liberté d'expression.

Il s'agit en effet de l'appel au boycott des produits israéliens. Des jugements, ainsi que vous le rappelez, ont relaxé des militants poursuivis pour cette pratique, qui consiste à sensibiliser la population au non-respect du droit international par l'Etat d'Israël. L'Union européenne elle-même dont la France a pris, ainsi que vous le soulignez, des dispositions qui vont dans le sens de l'abrogation de la circulaire Alliot Marie.

Nous ajoutons que cette circulaire affirme que la Campagne BDS appellerait au boycott de produits cashers, ce qui est purement diffamatoire et contraire à ce que nous précisons dans notre charte (<http://www.bdsfrance.org/qui-sommes-nous/charte-de-la-campagne-bds-france/>).

Elle a permis par ailleurs à la Cour de cassation, ainsi que vous l'évoquez dans votre lettre, de confirmer le 20 octobre

dernier la condamnation de militants en cour d'appel de Colmar.

Nous espérons que vos nouvelles responsabilités vous permettront donc de retirer la circulaire Alliot Marie et de manifester ainsi votre attachement à la démocratie, à la liberté d'expression et aux libertés fondamentales. Une grande partie de nos concitoyens ne comprendrait pas que le gouvernement français ne retire pas cette circulaire qui criminalise une lutte pacifique et citoyenne contre les abus manifestes d'un Etat qui ne respecte pas le droit.

Nous vous demandons de bien vouloir nous rencontrer à ce sujet.

Dans l'attente d'une réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre respectueuse considération.

La Campagne BDS France.

Des citoyens israéliens au Conseil de Paris – Ne réduisez pas au silence la liberté de parole à Paris

Aux membres du Conseil de Paris

Nous sommes un groupe de citoyens israéliens.

Depuis près de 68 ans, les gouvernements israéliens successifs ont mis en œuvre des politiques fondées sur la discrimination

ethnique et le suprématisme. L'État d'Israël a volé la plupart des terres appartenant à des citoyens palestiniens d'Israël et à des réfugiés palestiniens qui ont subi le nettoyage ethnique israélien de 1948. Le gouvernement israélien a établi un système brutal d'apartheid en Cisjordanie. Dans ce système, des citoyens israéliens privilégiés vivent dans des colonies israéliennes illégales, tandis que des millions de Palestiniens se voient refuser les droits les plus élémentaires sous ce même régime israélien?

Nous sommes opposés à la politique de notre gouvernement, de racisme, d'occupation et d'apartheid. Nous en sommes venus à la conclusion qu'une pression internationale doit être faite pour mettre fin à cette politique. Aussi nous soutenons l'appel de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) envers Israël (1).

L'appel BDS comprend le boycott de la propagande israélienne dans le champ académique, de la culture et des arts (2). Le gouvernement de l'Afrique du Sud de l'apartheid a investi beaucoup d'argent pour dissimuler les crimes d'apartheid atroces du pays en envoyant des artistes à l'étranger. Le gouvernement israélien fait de même: le ministre des affaires étrangères finance des déplacements d'artistes à l'étranger. Leurs prestations ne sont pas des événements purement artistiques, mais de la propagande pour un régime d'oppression.

Ainsi, par exemple, quand des citoyens français protestent contre la performance du ballet **israélien** Batsheva financé par le ministère israélien des affaires étrangères, ils exercent leur droit à la liberté de parole, ils s'expriment contre la propagande du **gouvernement** et ils ont tout notre soutien.

Dans un rapport qui fait date, le mois dernier, Human Rights Watch a appelé **tous** les groupes économiques à cesser leurs activités dans les colonies israéliennes de Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem (3). Une institution **sud-africaine** a pris cette semaine une décision importante en

refusant une conférence sur le thème de l'eau organisée en coopération avec le ministère israélien des affaires étrangères (4).

Les institutions politiques françaises semblent avoir choisi de se tenir du mauvais côté de l'histoire et de plus en plus de gens dans le monde s'en aperçoivent. Par exemple, ce mois-ci, nous avons eu la surprise d'apprendre que le gouvernement français apporte un soutien notoire à une entreprise israélienne, Shufersal, qui profite des colonies bâties sur des terres palestiniennes et syriennes en violation du droit international (5).

Et maintenant nous assistons à **une** tentative d'institutions française s de Paris de faire taire des citoyens français courageux et conscients, qui se dressent pour les droits humains des Palestiniens et qui se font les avocats de sanctions contre les crimes d'Israël. Nous suivons l'évolution de la situation politique en France et sommes pleinement solidaires de nos amis français.

Nous appelons le Conseil de Paris à s'abstenir d'imposer des mesures draconiennes et antidémocratiques, au service de l'apartheid israélien, dans le but de faire taire des militants à Paris.

Sincèrement

Soutien de l'intérieur à l'appel palestinien BDS (citoyens d'Israël pour BDS)

Eros Ramazzotti : « Perfetto » serait un monde où les droits sont garantis pour tous. Ne jouez pas en Israël !

BDS Italie – 8 février 2016

Le 30 avril 2016, Eros Ramazzotti est attendu pour se produire à Tel Aviv.

Cliquez ici
(<http://bdsitalia.org/index.php/comunicati-bac/1955-ramazzotti#modulo>) pour envoyer le message suivant à Ramazzotti, l'exhortant à annuler son spectacle dans l'Israël de l'apartheid, et à respecter l'appel palestinien au boycott, désinvestissement et sanctions.

Passez à l'action : six manières d'exhorter Eros Ramazzotti à annuler son concert dans l'Israël de l'apartheid
(<http://bdsitalia.org/index.php/english/1961-actions-ramazzotti>)

Cher Eros Ramazzotti,

Nous venons d'apprendre que vous projetez de vous produire à Tel Aviv le 30 avril 2016 (1). Selon l'agence ANSA, vous avez dit : « *Shalom Tel Aviv. Ce sera la première fois pour moi en Israël. Je suis vraiment heureux* » (2).

Nous vous exhortons à ne pas vous produire en Israël, et à refuser de laisser votre talent servir à dissimuler la politique d'Israël d'occupation, de colonialisme et

d'apartheid, qui opprime le peuple palestinien depuis plus de 60 années. En contraignant par la force les Palestiniens à vivre sous l'oppression d'un système brutal de discrimination raciale et d'apartheid, Israël agit en violation manifeste des droits humains fondamentaux et du droit international (3).

Nous avons apprécié la manière dont vous avez soulevé la question des réfugiés lors de votre tournée pour votre album « *Perfetto* » re-proposant la chanson « *Exodus* », écrite il y a 22 ans mais toujours tragiquement d'actualité (4). Comme vous le savez peut-être, les données des Nations-Unies montrent que les Palestiniens constituent la plus importante population de réfugiés au monde (5). Chassée de sa patrie en 1948 après le nettoyage ethnique perpétré par l'armée sioniste, et une nouvelle fois en 1967 avec l'occupation militaire de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza, la dramatique diaspora palestinienne se poursuit encore aujourd'hui devant les massacres et la dépossession toujours en cours, et la politique coloniale d'Israël. Aujourd'hui, 67 % de la population palestinienne n'ont d'autre possibilité que de vivre dans des camps de réfugiés, dans d'autres États ou en exil, se voyant dénier leur droit au retour reconnu internationalement (6).

Pour ces raisons, plus de 170 organisations de la société civile palestinienne ont lancé en 2005 un appel exhortant les gens de conscience à promouvoir des campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël (7). Inspiré par l'excellent exemple des boycotts qui contribuèrent à mettre fin au régime d'apartheid d'Afrique du Sud, BDS est devenu un mouvement mondial en constante croissance. Il a reçu le soutien de nombreux artistes de dimension internationale et d'intellectuels de renommée mondiale, tels que la lauréate du Prix Pulitzer Alice Walker, Angela Davis, Carlos Santana, Danny Glover, Elvis Costello, Ken Loach, Stephen Hawking, Naomi Klein, Roger Waters, Lauryn Hill, Stevie Wonder, Vanessa Paradis, Brian Eno, et bien d'autres encore (8).

La campagne pour le boycott culturel appelle les artistes à travers le monde à ne pas se produire en Israël ni à participer à des manifestations qui cherchent à normaliser une situation dramatique en mettant sur le même pied occupant et occupé, oppresseur et opprimé (9). En réalité, comme l'archevêque Desmond Tutu l'a souligné à plusieurs reprises, se produire en Israël aujourd'hui serait autant une erreur que ce l'était de se produire en Afrique du Sud durant le régime d'apartheid (10).

Certains disent que la musique, c'est le langage de la paix, et ils mettent en avant que l'art et la culture sont apolitiques, qu'un boycott serait une violation de la liberté d'expression. Or, c'est Israël qui ne fait aucune distinction entre culture et politique quand il se sert de la culture et des arts pour réhabiliter son image et détourner l'attention de sa politique d'occupation et d'apartheid. En fait, en 2005, Nissim Ben-Sheetrit, anciennement ministre des Affaires étrangères d'Israël, a reconnu : « *Nous voyons la culture comme un moyen de hasbara (propagande) de premier ordre, et je ne fais aucune différence entre hasbara et culture* » (11).

Pour reprendre les paroles célèbres de Tutu, rester neutre dans des situations d'injustice c'est choisir le côté de l'opresseur (12). Nous vous exhortons donc à annuler votre concert à Tel Aviv et à ne projeter aucun concert futur en Israël tant que cet État ne respectera pas le droit international et les droits humains du peuple palestinien.

En soutenant l'appel palestinien au boycott, vous, artiste de renommée internationale, vous jouerez un rôle clé en influençant en faveur du changement, en renforçant la prise de conscience, et en apportant une contribution non violente à la lutte des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité.

« *Perfetto* » serait un monde où les droits sont garantis pour tous.

Nous attendons avec intérêt votre réponse, et restons à votre disposition pour de plus amples précisions.

BDS Italie

BDS Italie est un mouvement pour le boycott, le désinvestissement et des sanctions contre le régime d'Israël d'occupation, de colonialisme et d'apartheid, mouvement qui se compose d'associations et de groupes de toute l'Italie qui ont approuvé l'appel de 2005 lancé par la société civile palestinienne, et qui font la promotion de campagnes et d'initiatives BDS au niveau national et local.

Notes :

[1]

<http://www.jpost.com/Israel-News/Culture/Italian-superstar-Eros-Ramazzotti-to-perform-in-Tel-Aviv-439496>

[2]

http://www.ansa.it/sito/notizie/cultura/musica/2016/01/05/eros-ramazzotti-ad-aprile-a-tel-aviv_a1ee2213-fa8b-4dd5-ad06-58303f595aa5.html

[3]

<http://lawcenter.birzeit.edu/iol/en/project/outputfile/6/986afcc6c9.pdf>

[4]

<http://www.avvenire.it/Spettacoli/Pagine/ramazzotti-concerto-milano-recensione.aspx>

[5]

<http://www.irinnews.org/report/89571/middle-east-palestinian-refugee-numbers-whereabouts>

[6]

<http://imeu.org/article/the-right-of-return-palestinian-refugee>

[es](#)

[7] <http://www.bdsmovement.net/call>

[8] <https://www.youtube.com/watch?v=GfMM0AZ9eWA>

[9] <http://pacbi.org/etemplate.php?id=1047>

[10]

<http://www.timeslive.co.za/local/2010/10/26/tutu-urges-cape-to-wn-opera-to-call-off-israel-tour>

[11] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1760>

[12]

<http://www.tutu.org.za/archbishop-tutu-adds-voice-to-israeli-a-partheid-week-9-march-2014>

<http://bdsitalia.org/index.php/english/1957-ramazzotti-eng>

traduction : JPP pour BDS France

Lettre de la Campagne BDS France aux maires des grandes villes

Cette lettre est la réaction de la Campagne BDS France suite au courrier que le CRIF a adressé aux maires des grandes villes pour dénoncer fermement BDS comme étant prétendument illégal et antisémite.

Madame ou Monsieur le Maire,

Nous nous adressons à vous en tant que composante française du mouvement mondial Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël (BDS) jusqu'à ce que celui-ci respecte les droits fondamentaux du peuple palestinien. La campagne BDS France est composée de 50 associations nationales (liste ci-après) et de plusieurs dizaines de groupes locaux.

Nous écrivons pour nous présenter et pour dénoncer les pressions ignobles et mensongères qu'essaie d'exercer sur vous l'ainsi nommé « Conseil Représentatif des Juifs de France » (CRIF).

Contrairement à ce que prétend le CRIF, qui ne représente qu'une minorité de la population juive française, l'appel au boycott n'est pas illégal : il relève de la liberté d'expression. De nombreux boycotts de divers pays ont été appelés ou décidés sans problème par des mouvements citoyens, par des élus, par des personnalités ou par notre gouvernement lui-même (ainsi récemment contre la Russie).

Le tribunal de la 17ème Chambre correctionnelle de Paris, spécialisée dans les affaires de droit de la presse, diffamation publique, liberté d'expression, a rendu un jugement important le 8 juillet 2011 : *« Dès lors que l'appel au boycott des produits israéliens est formulé par un citoyen pour des motifs politiques et qu'il s'inscrit dans le cadre d'un débat politique relatif au conflit israélo-palestinien, débat qui porte sur un sujet d'intérêt général de portée internationale, l'infraction de provocation à la discrimination fondée sur l'appartenance à une nation n'est pas constituée. »*

La majorité des tribunaux ont rendu des jugements dans le même sens et ont prononcé la relaxe des militants BDS poursuivis, ou ont refusé d'instruire des plaintes pour appel à BDS.

BDS est un mouvement citoyen, non-violent et antiraciste lancé

en 2005 par plus de 170 associations de la société civile palestinienne et qui vise à mettre fin à la politique coloniale et d'apartheid qu'Israël impose au peuple palestinien. Il s'inspire du boycott qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Contrairement à ce que prétend le CRIF, il n'exerce pas d' « *entrave à l'exercice normal d'une activité économique quelconque* » et ne s'adresse qu'à la conscience de chacun.

L'Etat d'Israël, qui viole constamment le droit international, a été condamné par de nombreuses résolutions internationales, mais il bénéficie néanmoins d'une large impunité lui permettant de continuer sa politique de dépossession, de persécutions et de provocations à l'encontre du peuple palestinien.

BDS permet à toutes celles et ceux qui sont indignés par l'occupation et la colonisation de faire entendre leur voix pacifiquement. Il ne vise pas des individus en tant que tels, mais une politique d'Etat et ses responsables.

L'accusation d'antisémitisme est particulièrement odieuse : de nombreux Juifs en France et dans le monde entier (même en Israël) sont engagés dans le mouvement BDS. En revanche le CRIF, dont le discours et les « recommandations » tendent à donner de tous les Juifs l'image d'une population colonisatrice et au-dessus des lois, alimente l'antisémitisme.

Nous vous appelons à ne pas vous laisser intimider par ce « Conseil Représentatif », qui harcèle ses interlocuteurs et fait pression sur les instances les plus hautes de notre pays pour protéger une politique largement condamnée par l'opinion publique internationale.

Les crimes d'Israël et l'oppression du peuple palestinien ont un retentissement international et des répercussions ici même, dans l'opinion publique et dans les conceptions du « vivre ensemble ». C'est pourquoi ils ne peuvent laisser indifférent

un-e Maire attaché-e à la justice, à l'antiracisme et à l'égalité des droits.

Nous nous permettons par ailleurs de vous rappeler que conformément à la position constante de l'Europe concernant l'illégalité des annexions effectuées par Israël depuis 1967 et de la colonisation, le gouvernement français a rappelé aux entrepreneurs et aux investisseurs que les activités économiques et financières dans les colonies israéliennes « entraînent des risques juridiques et économiques liés au fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire d'Israël » et des « risques réputationnels ». Cette mise en garde exprimée par différents gouvernements européens montre la limite des relations normales que l'on peut entretenir avec un pays qui mène une telle politique.

Dans l'attente de votre réponse et dans l'espoir de vous rencontrer, veuillez accepter, Madame ou Monsieur le Maire, nos respectueuses salutations.

La Campagne BDS France

Liste des 50 associations, partis et syndicats adhérant à la Campagne BDS France :

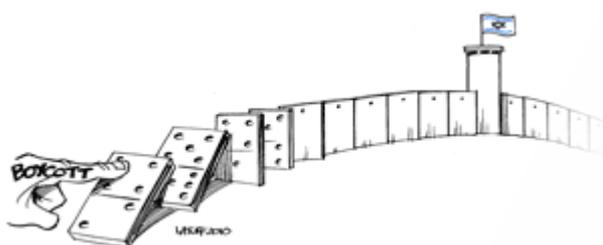
ABNA PHILISTINE – ALLIANCE FOR FREEDOM AND DIGNITY (AFD) – ALTERNATIVE LIBERTAIRE – AMÉRICAINS CONTRE LA GUERRE/AMERICANS AGAINST THE WAR (AAW FRANCE) – ASSOCIATION DES PALESTINIENS EN FRANCE (APF) – ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS MAGHRÉBINS EN FRANCE (ATMF) – ASSOCIATION DES TUNISIENS EN FRANCE (ATF) – ASSOCIATION DES UNIVERSITAIRES POUR LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL EN PALESTINE (AURDIP) – ATTAC FRANCE – CAMPAGNE CIVILE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN

(CCIPPP) – COLLECTIF DES FEMINISTES POUR L'EGALITE (CFPE) – COLLECTIF JUDEO ARABE ET CITOYEN POUR LA PALESTINE – COLLECTIF DES MUSULMANS DE FRANCE (CMF) – COMITES PALESTINIENS POUR LE DROIT AU RETOUR – CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL (CNT) – CONFEDERATION PAYSANNE – COORDINATION INTER ASSOCIATIVE POUR LA PALESTINE (CIAPP) – COORDINATION UNIVERSITAIRE POUR LA PALESTINE (CUP) – DROIT SOLIDARITE – EMANCIPATION SYNDICALE ET PEDAGOGIQUE – EMERGENCE – ENSEMBLE! – FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE – FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETE DES DEUX RIVES (FTCR) – FÉDÉRATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE (FASE) – FORUM SOCIAL DES QUARTIERS POPULAIRES (FSQP) – FONDATION FRANTZ FANON – FRONT POPULAIRE TUNISIEN EN ILE DE FRANCE – GAUCHE ANTI-CAPITALISTE (GA) – GENERAL UNION OF PALESTINIAN STUDENTS (GUPS) – GÉNÉRATION PALESTINE (GP) – ISM FRANCE – LE PARTI DE GAUCHE – LES DESOBEISSANTS – MOUVEMENT DES QUARTIERS POUR LA JUSTICE SOCIALE (MQJS) – MOUVEMENT IMMIGRATIONS BANLIEUES (MIB) – MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON VIOLENTE (MAN) – NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE (NPA) – ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE – PARTICIPATION ET SPIRITUALITÉ MUSULMANES (PSM) – PARTI DES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE (PIR) – RÉSEAU SORTIR DU COLONIALISME – RÉSEAU JUIF INTERNATIONAL ANTISIONISTE/INTERNATIONAL JEWISH ANTI-ZIONIST NETWORK (IJAN) – RESPAIX – RÉVEIL DES CONSCIENCES – UNION SYNDICALE SOLIDAIRES – UNION DES ASSOCIATIONS DE PALESTINIENS EN FRANCE – UNION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES TUNISIENS (UTIT) – UNION FRANCAISE DES CONSOMMATEURS MUSULMANS – UNION JUIVE FRANCAISE POUR LA PAIX (UJFP).

Campagne BDS France, CICP, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris –
Site : www.bdsfrance.org
E-mail : campagnebdsfrance@yahoo.fr

Pétition: Dites au « Cordon Bleu » de mettre fin à son partenariat avec l'entreprise israélienne SodaStream

Remplissez [ce formulaire](#) pour signer cette pétition et envoyer le message ci-dessous à la société Le Cordon Bleu.



En tant qu'individus et associations qui se soucient des droits de l'homme, le partenariat conclu par Le Cordon Bleu avec l'entreprise israélienne SodaStream nous préoccupe au plus haut point. Le lien de SodaStream avec les pratiques d'apartheid d'Israël, expliqué dans la lettre récemment adressée à la société Le Cordon Bleu (lettre en [anglais](#) et en [français](#)), en a fait la cible d'une campagne internationale de boycott. De 1996 à septembre 2015, SodaStream a exercé ses activités en Cisjordanie occupée en violation directe du droit international. Son installation dans le Néguev contribuera à la politique du gouvernement israélien qui consiste au déplacement de Bédouins palestiniens et à la confiscation de leurs terres et de leurs ressources naturelles. C'est pourquoi nous appelons Le Cordon Bleu à refuser de se rendre complice des violations par Israël des droits des Palestiniens et du droit international, et à mettre immédiatement un terme à son partenariat avec Sodastream.

<https://adalahny.org/web-action/1315/tell-le-cordon-bleu-end-its-partnership-sodastream#french>

Lettre à monsieur André Cointreau:

Paris,

le 21 Septembre 2015

Monsieur Cointreau,

Nous sommes des militants pour les droits humains qui s'adressent à vous car vivement préoccupés par le partenariat du Cordon Bleu avec SodaStream, le fabricant israélien de machines à eau gazeuse et à soda. Nous savons que Le Cordon Bleu est depuis bien longtemps réputé dans le monde pour ses normes élevées dans son enseignement des techniques culinaires les plus élaborées et dans la création des recettes les plus géniales. Assurément, il ne peut s'entendre avec une entreprise qui se rend complice, et en tire profit, des violations par Israël des droits des Palestiniens. Nous vous conseillons vivement de mettre fin à ce partenariat immédiatement.

Depuis 1996, SodaStream maintient sa principale unité de production dans la zone industrielle d'une colonie illégale, Ma'ale Adumim, dans la Cisjordanie occupée en Palestine. Toutes les colonies israéliennes sont une violation du droit international, qui interdit à la puissance occupante de transférer une partie de sa propre population civile dans les territoires occupés. Se prévalant des avantages d'une expropriation systémique, SodaStream a profité d'un loyer modéré, d'avantages fiscaux, d'une réglementation laxiste concernant la protection de l'environnement et du travail, de la possibilité d'exploiter une main-d'oeuvre palestinienne captive.

Pendant ce temps, et en plus des vols de leur terre, les Palestiniens en Cisjordanie occupée sont régulièrement victimes d'une multitude de violations de leurs droits par les colons et l'armée israélienne : maisons démolies ; destructions des oliveraies ; murs bâtis pour couper les villages de leurs terres agricoles ; accès bloqués à leurs puits ; pollution par le déversement d'eaux usées. Cyniquement et fallacieusement, SodaStream étiquette ses produits " made in Israel ", une pratique contre laquelle l'Union européenne est en train d'établir des règles afin de l'interdire, car aucun pays ne reconnaît à Israël le droit d'occuper la terre

palestinienne et d'exploiter les ressources palestiniennes.

Récemment, SodaStream, cédant aux pressions et aux protestations internationales, a annoncé qu'elle déplaçait toute sa production à l'intérieur des frontières d'Israël reconnues internationalement. Mais si cette initiative pourrait lui permettre d'échapper aux restrictions de l'UE en matière d'étiquetage, elle n'en ferait pas pour autant un partenaire commercial éthique pour Le Cordon Bleu. Comme le dit la militante pour les droits palestiniens, Rafeef Ziadeh, « Même si cette fermeture annoncée (de l'usine à Ma'ale Adumim) se concrétise, SodaStream restera impliquée dans le déplacement des Palestiniens. Sa nouvelle usine de Lehavim se trouve à proximité de Rahat, une ville ghetto prévue dans le désert du Naqab (Néguev) où les Bédouins palestiniens sont en train d'être transférés, contre leur volonté et par la force » (I). L'usine de SodaStream au Naqab s'est implantée à l'aide des subventions du gouvernement dans un effort pour industrialiser le Naqab et dissocier ses citoyens bédouins de leur terre historique et de leurs moyens de subsistance agricoles traditionnels. L'ironie, c'est qu'alors que le partenariat SodaStream et Le Cordon Bleu font l'éloge d'une « alimentation et hydratation saines » (II), l'eau est une arme majeure dans les tentatives du gouvernement israélien pour expulser 40 000 Bédouins de plus, des citoyens d'Israël, hors du Naqab : Israël limite gravement leur accès à l'eau et leur refuse les autres infrastructures et ressources cruciales qu'il fournit aux citoyens israéliens juifs. (III)

En raison de l'association de SodaStream avec les pratiques d'apartheid d'Israël, il s'est monté une campagne internationale pour boycotter l'entreprise. Cette campagne répond à l'appel, en 2005, de la société civile palestinienne pour des « boycotts, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international et aux droits humains » (IV). Comme l'opposition internationale à SodaStream s'est faite de plus en plus forte

et plus fréquente, la valeur SodaStream a baissé brusquement. Certains dans la grande distribution en Amérique du Nord et en Europe, tels Macy's et John Lewis, ont abandonnés ses produits. L'actrice Scarlett Johansson a été contrainte à la démission comme porte-parole d'Oxfam, en raison de son rôle d'ambassadrice de la marque SodaStream.

Ainsi, nous avons été choqués de lire dans MarketWatch qu'au moment où des entreprises, des organisations et des investisseurs prennent leurs distances avec ce qu'ils perçoivent, à juste titre, comme une responsabilité morale et financière, Le Cordon Bleu choisisse d'unir sa réputation à celle de SodaStream. En mettant en vedette SodaStream lors de ses événements marquants et dans ses recettes et autres activités, et en ayant des chefs et élèves qui intègrent l'utilisation de ses machines dans leurs techniques culinaires, Le Cordon Bleu envoie un message selon lequel il tolère et soutient les violations des droits humains dont SodaStream à longtemps profité (V).

Plus que jamais, l'intérêt dans le monde de la gastronomie se porte sur le contrôle de la chaîne alimentaire pour des pratiques éthiques, durables. Une alliance avec SodaStream va à contre-courant. Particulièrement après l'attaque d'Israël en 2014 contre Gaza, qui tua plus de 2000 Palestiniens dont 500 enfants, et qui vit le bombardement d'écoles des Nations-Unies, d'hôpitaux et de quartiers habités, une attaque pour laquelle il faut demander des comptes à Israël (VI). S'en faire le complice est une honte pour une institution de la stature du Cordon Bleu.

Nous vous demandons, par conséquent, de mettre fin à votre partenariat avec SodaStream. C'est bien volontiers que nous vous fournirons toute information supplémentaire, ou que nous discuterons davantage avec vous. Merci d'avoir pris le temps de nous lire, nous attendons avec impatience votre réponse.

Sincèrement,

Adalah-NY : La campagne de New York pour le boycott d'Israël

Campagne BDS France

Campagne américaine pour la fin de l'occupation, USA

Voix Juives pour la Paix, USA

BDS Afrique du Sud

Citoyens israéliens pour le boycott de l'intérieur « Boycott from Within »

Laila El-Haddad, Auteure, The Gaza Kitchen, Gaza, Palestine

(I) – Ian Black, « SodaStream retire une usine d'une colonie israélienne en Cisjordanie », The Guardian , 29 octobre 2014 – <http://www.theguardian.com/business/2014/oct/29/sodastream-move-factory-west-bank-israel-slash-forecast>

(II) – Marketwatch , « SodaStream fait équipe avec Le Cordon Bleu pour promouvoir une cuisine saine », le 13 mai 2015 – <http://www.marketwatch.com/story/sodastream-partners-with-le-cordon-bleu-to-promote-healthy-cooking-2015-05-13>

(III) Le centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, Adalah, « Démolition et expulsion des citoyens bédouins d'Israël dans le Naqab (Néguev) – Plan Prower » – <http://www.adalah.org/en/content/view/7589>

Merci de noter que le Centre juridique Adalah n'est pas lié à Adalah-NY : la campagne de New York pour le boycott d'Israël. Le mot « adalah » signifie « justice » en arabe. Pour plus d'informations sur SodaStream dans le Naqab, voir Andrew Beale, « Une nouvelle usine de SodaStream pourrait contribuer à détruire l'agriculture bédouine », The Electronic Intifada , 20 février 2014

-
ÂÂÂ <https://electronicintifada.net/content/new-sodastream-factory-could-help-destroy-bedouin-agriculture/13182>.

(IV) – Voir le site du Comité national du BDS, www.bdsmovement.net

[V] Marketwatch , « SodaStream fait équipe avec Le Cordon Bleu. »

(VI) – Amnesty International, rapport 2014/2015 sur Israël et les territoires palestiniens occupés, <https://www.amnesty.org/en/countries/middle-east-and-north-africa/israel-and-occupied-palestinian-territories/report-israel-and-occupied-palestinian-territories/> . Pour plus d'informations sur l'attaque d'Israël contre les écoles de Gaza en particulier, voir Human Rights Watch, « Israël : voir en détail les attaques contre les écoles de Gaza », 11 septembre 2014

**Roger Waters à Jon Bon Jovi :
« Vous vous tenez solidaires
aux côtés du colon qui a
brûlé le bébé »**

Vendredi 2 octobre 2015

Exclusif au « Salon »: «Les morts ne peuvent vous rappeler les crimes que vous avez ignorés », écrit Waters qui interpelle le Tel Aviv show

ROGER WATERS

Lettre au groupe de pop de Bon Jovi:

Chers Bon Jovi, David Bryan et Tico Torres,

Souvent dans le passé, j'ai écrit des lettres détaillées, et parfois même persuasives, à des collègues dans le métier de la musique, les encourageant à ne pas venir en aide à la politique d'apartheid du gouvernement israélien en se produisant en Israël. Ayant lu la semaine dernière les explications de Jon dans Yedioth Ahronoth, je ne perdrai pas mon temps à tracer des parallèles avec l'Afrique du Sud et la position morale que tant d'artistes ont tenue et que des milliers tiennent maintenant face aux décennies d'oppression des Palestiniens par Israël.

Ainsi le sort en est jeté, vous êtes déterminés à donner votre concert à Tel Aviv le 3 octobre. Vous maintenez votre position.

Vous vous tenez en solidarité

Avec le colon qui a brûlé le bébé

Avec le conducteur du bulldozer qui a écrasé Rachel Corrie

Avec le soldat qui a tiré et brisé en morceaux les pieds du footballeur

Avec le marin qui a bombardé les garçons sur la plage

Avec le sniper qui a tué le gamin à la chemise verte

Avec celui qui a vidé son chargeur sur la petite fille de 13 ans

Et le Ministre de la Justice qui a appelé au génocide.

Vous aviez une chance de vous tenir

Du côté de la justice

Avec le pilote qui a refusé de bombarder les camps de réfugiés

Avec l'adolescent qui a choisi huit peines d'emprisonnement

plutôt que de servir dans l'armée

Avec le prisonnier qui a jeûné pendant 266 jours pour sa libération

Avec le docteur interdit d'entrer pour sauver des vies

Avec le fermier qui a été fauché dans sa marche vers le mur

Avec le petit cul-de-jatte qui grandit dans les décombres

Avec les 550 autres qui ne grandiront pas du tout

A cause des missiles et des obus de char et des balles que nous avons envoyés

Les morts ne peuvent vous rappeler les crimes que vous avez ignorés. Mais, ne l'oublions pas, «Rester silencieux et indifférent est le plus grand crime de tous ».

Roger Waters

PLUS SUR ROGER WATERS.
([HTTP://WWW.SALON.COM/WRITER/ROGER_WATERS/](http://www.salon.com/writer/roger_waters/))

Traduction : J. Ch. Pour BDS France

Courrier à l'attention des responsables de voyages Carrefour

à Madame, Monsieur la/le Responsable de Carrefour Voyages

Madame, Monsieur,

Nous vous écrivons au sujet de la campagne de publicité pour des voyages en Israël que vous lancez en ce moment.

Savez-vous que l'État d'Israël ne cesse de coloniser la Palestine, contrairement au Droit international ?

D'après le droit international tel qu'indiqué dans la 4ème Convention de Genève (art. 49, p. 6) et tous ceux qui l'ont ratifié, y compris la France, il est illégal pour la puissance occupante d'établir des colonies ou des infrastructures coloniales dans les territoires qu'elle occupe.

Et selon le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le transfert de population vers les territoires occupés constitue un crime de guerre. L'expansion continue de la colonisation dans les territoires palestiniens fait « gravement obstacle à l'instauration d'une paix générale, juste et durable au Moyen-Orient ».

Savez-vous qu'Amnesty international écrit dans un rapport du 27 février 2014 :

« L'armée et la police israéliennes utilisent une force inconsiderée en Cisjordanie

Les forces de sécurité israéliennes ont fait preuve d'un mépris criant pour la vie humaine en tuant des dizaines de civils palestiniens, dont des enfants, en Cisjordanie occupée au cours des trois dernières années, et ce dans une impunité quasi-totale.

Le rapport présente un ensemble d'éléments de preuve qui révèlent une pratique bien établie d'homicides illégaux et de blessures injustifiées visant les civils palestiniens en Cisjordanie, a déclaré Philip Luther, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« La fréquence et la persistance du recours à la force arbitraire et abusive contre des manifestants pacifiques en Cisjordanie par les soldats et les policiers israéliens – ainsi que l'impunité dont ils bénéficient – laissent à penser qu'il s'agit là d'une politique délibérée. »

Amnesty International a recensé la mort de 22 civils palestiniens en Cisjordanie pour l'année 2013, dont au moins 14 dans le cadre de manifestations. La plupart étaient de jeunes adultes de moins de 25 ans. Au moins quatre étaient des enfants.

D'après les chiffres de l'ONU, le nombre de Palestiniens de Cisjordanie tués par les forces israéliennes en 2013 est supérieur au nombre total de victimes comptabilisées en 2011 et 2012. Quarante-cinq Palestiniens de Cisjordanie ont été tués au cours des trois dernières années. »

Savez-vous que dans la bande de Gaza, en 2008-2009, Israël a lancé 23 jours d'attaque sur Gaza, tuant plus de 1.400 Palestiniens dont 330 enfants. Les Nations Unies et les principales organisations de défense des droits humains ont accusé Israël d'avoir délibérément ciblé des civils, utilisé des armes interdites et commis des crimes de guerre voire des crimes contre l'humanité ?

Savez qu'en 2011, Israël a assassiné 24 Palestiniens dont 5 enfants et a blessés 205 Palestiniens, qu'en Novembre 2012 Israël a lancé une nouvelle attaque majeure sur Gaza en, tuant plus de 150 Palestiniens dont plusieurs enfants et qu'en 2013, 10 Palestiniens ont été tués ?

Non, vous ne saviez pas ! Sinon vous ne feriez pas de la publicité pour des voyages en Israël, pays qui ne respecte ni le droit international, ni les droits humains, ni les résolutions de l'Onu.

Vous ne savez pas non plus que les Palestiniens n'ont pas accès à la Mer Morte, dans la vallée du Jourdain et dont l'accès est refusé aux Palestiniens par la puissance occupante israélienne. Nous vous conseillons la lecture d'un rapport d'Amnesty international à ce sujet.

Non vous ne saviez pas ! Sinon vous ne feriez pas de la publicité dans un de vos voyages les « Merveilles d'Israël » pour que vos clients se baignent dans cette mer interdite aux Palestiniens.

Mais maintenant vous savez : vous savez que vous êtes complices d'un état qui pratique une politique de colonisation, d'annexion de la terre et de l'eau contre le peuple palestinien.

Nous nous permettons de vous signaler aussi que les voyages touristiques opérés par Israël et comprenant des parties de séjours dans les territoires palestiniens occupés sont illégaux au regard du droit international. En effet celui-ci interdit la colonisation et l'exploitation des ressources naturelles de tout pays militairement occupé. C'est le cas des séjours déjà promus par Carrefour Voyages qui comprennent des visites et des haltes à Bethléem, dans la vieille ville de Jérusalem et au bord du nord de la Mer morte. C'est aussi le cas des séjours comprenant des nuits au kibboutz Kalya, colonie israélienne illégale située à proximité de la Mer morte. En faisant la promotion de ces circuits, Carrefour s'expose à des poursuites judiciaires.

Nous vous demandons de retirer cette campagne pour des voyages en Israël, jusque celui-ci se conforme au droit international.

Nous sommes à votre disposition pour toute précision et attendons votre réponse à ce courrier.

Dans l'attente de celle-ci, veuillez recevoir nos cordiales salutations.

Pour le comité BDS France,



Lettre ouverte à Patricia Kaas : « Ne chantez pas pour l'apartheid »

Patricia Kaas
c/o Talent sorcier
56 rue Notre Dame de Nazareth
75003 Paris

Paris, le 23 janvier 2014

Patricia Kaas,

Les 6 et 7 avril prochain, il est prévu que vous vous produisiez en Israël avec votre spectacle « Kaas chante Piaf ».

Il y a quelques années, vous chantiez « Laissez-moi chanter – Pour ceux qui n'ont rien ». Aujourd'hui, alors que vous vous apprêtez à aller chanter dans un pays qui viole plusieurs résolutions de l'ONU ; à titre d'exemple :

- La résolution 194 qui donne le droit au retour des réfugiés palestiniens .
- La résolution 242 qui exige le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés .
- La résolution 3236 qui réaffirme le droit à l'auto-détermination du peuple palestinien, nous souhaiterions attirer votre attention sur le fait que ceux justement qui « n'ont rien », à savoir le peuple palestinien, ne pourront venir assister à vos concerts.

En effet les palestiniens voient leurs droits bafoués depuis de nombreuses années : ceux qui vivent en Israël n'y ont pas les mêmes droits que les autres citoyens, certains villages bédouins n'étant pas même reconnus par le gouvernement israélien ne reçoivent ni eau ni électricité.

A Jérusalem Est, depuis 1967, plus de 2000 maisons ont été détruites par les autorités israéliennes ; actuellement, plus de 5000 enfants ne sont toujours pas scolarisés.

En Cisjordanie, il y a toujours plus de 150 colonies israéliennes en dépit du droit international et le mur de séparation est toujours debout malgré l'avis de 2004 de la cour internationale de justice qui en dénonce le caractère illégal.

Au quotidien la circulation des palestiniens est entravée par les nombreux check-point, l'accès à l'eau, la nourriture est difficile.

A Gaza, le gouvernement israélien maintient encore son blocus et 54% des gazaouis souffrent d'insécurité alimentaire. Dans ces conditions, la société civile palestinienne soutenue par la frange la plus progressiste des citoyens israéliens a mis

en place en 2007 la campagne BDS (Boycott- Désinvestissements- Sanctions).

Cette campagne non-violente s'inspire de la campagne contre l'Apartheid en Afrique du Sud, elle ne vise pas des personnes, mais un régime politique et ses institutions.

Face à l'impunité d'Israël la campagne BDS prône le boycott tant qu'Israël ne respectera pas le droit international. Patricia Kaas, vous avez participé à de nombreux concerts humanitaires, que ce soit aux côtés de Luciano Pavarotti ou des Enfoirés, pour le Sidaction ou les enfants réfugiés en Afghanistan et au Pakistan, nous vous demandons aujourd'hui de ne pas cautionner ces nombreuses violations des droits humains et de rejoindre les personnalités qui ont choisi de ne plus se produire en Israël tant que son gouvernement ne respectera pas le droit international.

Parmi elles: Cassandra Wilson, Natacha Atlas, Cat Power, Jello Biafra, Lhasa, Gilles Vigneault, Roger Waters, Elvis Costello, Carlos Santana, Annie Lennox, Vanessa Paradis, Gil Scott-Heron, Les Pixies ou Massive Attack, et aussi Peter Brook, Susan Sarrandon...

Ne jouez pas en Israël, ne jouez pas pour l'apartheid ! Nous restons à votre entière disposition pour vous fournir toute information utile.

La campagne BDS France

Ci dessous sa page facebook sur laquelle nous pouvons laisser un message pour essayer de la convaincre

https://www.facebook.com/patriciakaasofficiel?ref=stream&hc_location=stream

Ci dessous une page facebook « Patricia Kaas ne jouez pas en Israël » , n'hésitez pas à y laisser des messages aussi:

<https://www.facebook.com/patriciakaasnejouezpasenisrael?fref=ts>

La CGT recadre le CRIF

[Le Courrier de l'Atlas](#), vendredi 31 janvier 2014 de Nadir Dendoune.

Hier, jeudi 30 janvier, le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) indiquait par le biais de son site internet, qu'au cours de l'entretien que ses dirigeants avaient eu le 28 janvier avec les responsables de la CGT Thierry Lepaon, Secrétaire Général et Éric Laffont, secrétaire confédéral, que ces derniers avaient démenti tout soutien au BDS (Boycott Désinvestissement Sanction), contre Israël. Le CRIF affirmait même que les responsables de la CGT avaient déclaré que « si des militants de la CGT ont pu, ici ou là, afficher un tel soutien, ils n'avaient aucun mandat pour le faire ».

Toute la journée hier, de nombreux militants, indignés par les propos qu'auraient tenus les responsables de la CGT, sont montés au créneau poussant Thierry Lepaon à s'exprimer sur la question. Voici le courrier qu'il a envoyé à Roger Cukierman, où M. Lepaon demande au président du CRIF de supprimer l'article. Un recadrage nécessaire. En effet, pour M. Lepaon, le compte rendu du Crif est « à la fois partiel et erroné ».

Monsieur le Président,

Je suis très étonné de découvrir un compte-rendu à la fois partiel et erroné de la rencontre que nous avons eue avec vous-même et des représentants de votre association. Rappelons que cette rencontre faisait suite à une invitation de votre part afin d'évoquer les questions d'actualité et notamment la question de la montée de l'extrême droite et notre inquiétude commune face aux relents d'antisémitisme, d'islamophobie et

plus globalement de racisme dans notre pays.

Sur la méthode d'abord, lorsqu'une rencontre de ce type est prévue avec des dirigeants de la CGT et notamment le Secrétaire général, il est d'usage de nous faire part au préalable de l'intention de rendre compte publiquement de l'échange et d'en faire vérifier le contenu par les participants. Ce manque de rigueur de la part d'une organisation comme le CRIF est de nature à entacher une relation de confiance entre nos organisations.

Cette démarche aurait permis de corriger une grave inexactitude dans les propos que vous me prêtez concernant la position de la CGT vis-à-vis de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanction).

En l'occurrence, je n'ai fait que confirmer que la CGT ne s'inscrivait pas dans la campagne BDS. En revanche, la CGT n'a jamais condamné ni ce mouvement ni ses acteurs dont certains sont d'ailleurs des adhérents de la CGT.

Le titre de l'article « La CGT condamne le BDS » posté sur votre site sous la rubrique « Le CRIF en action » me paraît relever d'une intention qui n'est pas respectueuse à l'égard de la CGT et de ses prises de positions.

Je vous demande donc de le supprimer.

Afin qu'il ne subsiste aucune ambiguïté sur ce sujet, je me permets de vous rappeler brièvement la position de la CGT et les actions qu'elle mène, aussi bien en faveur de la paix entre les peuples israéliens et palestiniens que de la liberté d'expression des militants du BDS en France.

Ces actions s'inscrivent dans la solidarité de la CGT à l'égard des travailleurs de tous les pays et en faveur de la paix dans le monde. Elles partent du constat de la situation dramatique de la Palestine qui s'enracine dans l'occupation illégale des territoires conquis par Israël et le

renchérissement de sa politique de colonisation. La CGT a toujours œuvré aux côtés de celles et de ceux qui se mobilisent pour la paix, en Israël comme en Palestine. Elle entretient des contacts syndicaux avec les travailleurs de cette région et c'est en lien avec ces organisations syndicales qu'elle recherche les moyens les plus efficaces et participe aux campagnes en faveur d'une paix juste et durable au proche-orient.

C'est le sens de la délégation conduite par Bernard THIBAUT en février 2013 en Palestine, à Gaza et en Israël.

Forts de cette approche, nous considérons que le boycott global d'Israël ne favorise pas cette stratégie de paix et la coexistence de deux Etats, l'Etat Palestinien et l'Etat d'Israël. Par contre, la CGT s'inscrit totalement dans la campagne d'interdiction des produits fabriqués dans les colonies et dans l'obligation de transparence sur l'origine des produits israéliens destinés à l'exportation afin que l'Etat d'Israël soit contraint de respecter le droit international.

Enfin, je vous rappelle que la CGT, par la voix de Bernard THIBAUT, alors Secrétaire général, est signataire de l'appel initié par Stéphane HESSEL pour la relaxe des militants poursuivis pour leur participation à des actions de boycott. Ce soutien a été renouvelé le 17 décembre dernier, par une délégation de la CGT, de la LDH, de l'AFPS et de parlementaires auprès de la Ministre Christiane TAUBIRA demandant le retrait des circulaires Alliot-Marie et Mercier.

Je tiens à vous préciser que je rendrai ce courrier public et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

Thierry LEPAON

Secrétaire général de la CGT

C'est aussi sur le site confédéral.

<http://www.cgt.fr/Thierry-Lepaon-ecrit-a-Roger.html>

– See more at:
<http://www.lecourrierdelatlas.com/651731012014La-CGT-recarde-le-CRIF.html#sthash.BNbYkwDh.dpuf>

Lettre de l'UJFP au Directeur Général du Palais Brongniart

Le 23 janvier 2014

Monsieur le Directeur Général du Palais Brongniart 28 place de la Bourse 75002, Paris

Monsieur le Directeur Général,

Nous sommes informés que le Palais Brongniart est mis à la disposition du KKL- FNJ (Fond National Juif) dimanche 2 février prochain.

En tant qu'association juive française, anticolonialiste, antisioniste et solidaire des anticolonialistes israéliens, nous tenons à vous exprimer nos plus vives réserves sur la tenue de cet événement.

Vous n'êtes pas sans savoir que le KKL-FNJ est un organisme d'État israélien directement impliqué dans la dépossession des terres palestiniennes, la colonisation, l'occupation et la

politique d'apartheid pratiquée par l'État d'Israël vis-à-vis de tous les Palestiniens, quel que soit leur lieu de résidence.

Le KKL-FNJ est aujourd'hui directement impliqué dans le transfert forcé des populations bédouines du Néguev en Israël même (plan Praver), le vol de leurs terres au prétexte de plantations de forêts quand il s'agit, en vérité, d'organiser l'implantation de nouvelles colonies de peuplement juives. D'une façon générale, sous couvert aujourd'hui d'un discours écologique opportuniste et mensonger, le KKL-FNJ est directement responsable de la destruction irrémédiable du paysage palestinien originel : les forêts ont servi à dissimuler les ruines des villages détruits depuis 48 ; les zones déclarées réserves naturelles, à exproprier les propriétaires palestiniens de leurs terres au profit de la judaïsation de la Galilée et du Néguev en Israël, mais aussi de la politique d'occupation et de colonisation illégalement pratiquée dans les Territoires Occupés.

Tous ces éléments font que cet organisme, qui se définit lui-même comme le bras armé du sionisme est totalement impliqué dans une politique israélienne d'oppression, de nettoyage ethnique et d'apartheid unanimement condamnée par les instances internationales, la Cour Internationale de Justice de La Haye, le Tribunal Russell pour la Palestine, et les sociétés civiles de la plus grande partie du monde.

En accueillant cette exposition vous vous faites complice d'une opération de propagande israélienne en France dont le KKL-FNJ est l'un des outils majeurs et les plus pernicioseux.

Nous ne doutons pas – Monsieur le Directeur Général – que, dans un esprit d'apaisement et de justice à l'égard du peuple palestinien, ces éléments – ici développés – devraient vous permettre de ne pas donner suite à ce projet.

Nous restons – Monsieur le Directeur Général – à votre entière

disposition pour vous communiquer, si vous le souhaitez, tous les éléments complémentaires de ce dossier.

Recevez, Monsieur le Directeur Général, nos salutations distinguées.

Au nom de Bureau National de l'Union Juive Française pour la Paix

André Rosevègue (a.rosevegue@model-fx.com) et Pierre Stambul (pierre.stambul@orange.fr), coprésidents

Frank Barat: Sur le boycott d'Israël...et Charles Enderlin

Sur le boycott d'Israël...et Charles Enderlin, par Frank Barat

Le mouvement B.D.S (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), qui a débuté en 2005 après un appel de la société civile palestinienne et qui, depuis, a pris une ampleur importante à travers le monde, y compris en France et aux États Unis (ou la semaine contre l'apartheid israélien connaît un succès retentissant depuis son lancement), est encore aujourd'hui trop souvent l'objet de débats qui ne devraient pas avoir lieu d'être.

La désinformation au sujet de ce mouvement grandit avec le mouvement lui même, et se trouve parfois là ou on ne l'attend pas.

Monsieur Charles Enderlin, grand reporter de France 2 et l'un des journaliste les plus respectés en France par les citoyens solidaires avec le peuple palestinien, a à ce sujet, publié une tribune intitulée « Sur le Boycott d'Israël... » le 21 décembre dernier sur son [blog](#).

Ce blog, a entraîné, dès sa publication, de nombreuses

réponses, sur la page Facebook de Monsieur Enderlin, qui a lui-même, par la suite, répondu aux gens concernés dans un autre billet, toujours sur son blog, sobrement intitulé « réactions ».

Etant l'une des personnes ayant contribué à alimenter cette discussion, et étant de plus cité dans plusieurs billets et commentaires de Monsieur Enderlin, j'ai donc pensé que la meilleure chose à faire était de répondre directement et globalement, à ses écrits.

Que ce soit dans le premier ou deuxième billet, Monsieur Enderlin, sans à aucun moment ouvertement prendre position pour ou contre BDS, donne le ton. L'autorité palestinienne n'appelle pas à un boycott global d'Israël (vrai, mais l'autorité Palestinienne n'a jamais dit qu'elle était contre celui-ci, comme l'entend M. Enderlin), les pro-BDS traitent Mahmoud Abbas de « collabo » « le mouvement BDS n'est donc pas antisémite parce que certains de ses militants le sont », l'un des objectifs du mouvement BDS -le droit au retour- va à « l'encontre du processus de paix », certains « pro-palestiniens ont parfois du mal à accepter des arguments contraires aux leurs » et enfin pour finir en beauté « les positions du BDS se rapprochent plus d'organisations dures comme celles du Hamas » (l'un des sous titres de son blog était d'ailleurs à l'origine « Le BDS plus proche du Hamas », monsieur Enderlin ayant changé cela suite à mon premier message).

Ensuite, lors d'échanges privés, et sur des commentaires sur Facebook, Monsieur Enderlin parle plus ouvertement. Affichant clairement sa réticence envers ce mouvement global de solidarité, Monsieur Enderlin parle « d'erreur » ou de « connerie ». Lors de sa récente visite au Québec, M. Enderlin, ce coup-ci en public, répète les mêmes choses. Il demande aussi au mouvement BDS de « nous faire part de sa position par rapport au plan de pays arabe ».

Ayant relu plusieurs fois les deux billets de M. Enderlin, ses réponses, et ses commentaires sur Facebook, une chose apparaît clairement. Comme beaucoup avant lui, comme la plupart de nos

« dirigeants » et comme la majorité des médias dominant, M. Enderlin prend un point de vue « coté oppresseur ». Vous allez me dire que dire cela de quelqu'un qui a été traîné dans la boue et pire, à cause de son intégrité pendant l'affaire Aldura, est mal placé. Mais laissez moi aller plus loin.

M. Enderlin, parle de « pro-palestiniens » sans jamais expliquer ce que cela veut vraiment dire. Une analyse simple voudrait donc dire qu'il y a des « pro-palestiniens » et des « pro-israéliens ». Qu'il y a donc deux « entités » ou « pays » ou encore « état » se battant pour une terre, une narrative, un objectif qui les mets en conflit. Cela renvoie à une notion de parité, ou d'équité. D'un conflit qui doit trouver une « solution » à travers un processus de paix équitable entre les deux parties. Pourtant, et M. Enderlin le sait bien, tout cela n'est que mythe. Le mouvement BDS est pro-justice ou encore pro-peuple. C'est un mouvement non discriminatoire qui veut que justice soit faite en terre de Palestine et qui s'appuie sur les concepts les plus basiques et les plus acceptés du droit international. Sur le terrain, il y a clairement un oppresseur et un opprimé, n'est ce pas ? Pouvons nous, dans ce cas là, vraiment parler de « pro » et de « contre » ? Notre rôle n'est t'il pas clairement de se positionner, de dépasser notre « neutralité » que ce soit de journaliste ou autre, et de parler d'un point de vue citoyen ? M. Enderlin enfonce le clou en parlant des positions de l'historien israélien Ilan Pappé. Pour lui, [les positions](#) de Monsieur Pappé (qui appelle pour un état démocratique pour tous « une personne, un vote ») sont « anti-israélienne et n'engagent que lui ». Encore une fois, que veut dire M. Enderlin par là? Les 20% de palestiniens vivant en Israël (ayant la citoyenneté israélienne) n'aimeraient-t-ils pas avoir les mêmes droits que les Israéliens juifs ? N'aimeraient t' ils pas vivre dans un état démocratique ? Et quid des israéliens juifs qui appellent au boycott d'Israël et à un état commun ? Ces gens là sont-ils eux aussi, anti-Israéliens ?

A moins que Monsieur Enderlin ne parle des positions du

«gouvernement Israélien », ou encore de la majorité des Israéliens juifs, ou peut-être même du mouvement sioniste? Cela n'est précisé nulle part.

De plus, pourquoi demander au mouvement BDS de prendre position sur le plan de paix Arabe, alors qu'Israël l'a rejeté a chaque fois qu'il a été mis sur la table ? Est-ce que cela changerait quelque chose ? Le mouvement BDS est-il si puissant que cela a ses yeux ? N'est-t-il pas plus important de poser ces questions à l'opresseur ?

Monsieur Enderlin, en fin de compte, malgré qu'il réaffirme plusieurs fois, comme tout bon journaliste (exerçant dans les médias dominants), qu'il est « neutre », qu'il doit être « objectif » et ne pas prendre de « positions », fait tout le contraire.

Il prend clairement position contre le mouvement BDS, un mouvement qui je le rappelle émane du peuple palestinien même, de la société civile opprimée, un mouvement qui comprend la majorité des syndicats, des ONGs et des parties politiques palestiniens, un mouvement né après des années de lutte, un mouvement non violent. Il prend aussi position contre l'analyse de plus en plus courante qui parle de l'état d'Israël comme un état d'apartheid (analyse venant de juristes respectés comme John Dugard, Richard Falk, John Reynolds, mais aussi, récemment de parlementaires et de diplomates Européens ou encore de figures clés du mouvement anti-apartheid, comme l'archevêque Desmond Tutu). Je lui pose donc la question : comment appeler une occupation de plus de 45 ans, ayant mis en place des lois différentes pour les palestiniens et les israéliens, des routes réservées aux colons? Comment expliquer la politique de judaïsation en Israël même (Jérusalem mais aussi en Galilée), comment expliquer qu'un citoyen non juif n'a pas les mêmes droits qu'un juif alors qu'il est né dans le pays? Cela ne ressemble t'il pas à la définition même de la convention contre l'apartheid de 1973 ? Un régime institutionnalisé et systématique de discrimination et de domination d'un peuple envers un autre ?

Surtout, M. Enderlin se place du côté des gouvernements, du

coté des puissants, des « décideurs » alors que les peuples de la planète entière ont compris (révolutions arabes, intifadas, occupy wall street, Zapatistes et bien d'autres) que leurs futurs leurs appartenaient, s'ils le voulaient bien. Que le messie politique n'arriverait pas, et que la démocratie, c'était eux. C'était nous.

Les 99%.

Cher Charles, si vous y réfléchissez bien, cela vous concerne aussi. Vous faites partie du peuple, malgré votre statut de journaliste. Quand l'heure aura sonné, les « gouvernants », vos « employeurs » et les « décideurs » ne regarderont pas derrière pour voir si vous tenez le coup ou pas. Ils vous abandonneront sans sourcilier. Nous serons là. Nous attendrons. Nous célébrerons le jour ou vous nous rejoindrez. Et ne me dites pas que vous n'êtes pas un « militant » ou un « activiste ». A notre époque, militer et résister, veut aussi dire vivre. Tout simplement.

Frank Barat

Lettre de citoyens israéliens pour le BDS (Boycott From Within) à Mike Huckabee et Robert Hood

Chers Mike Huckabee et Robert Hood,

Nous sommes des militants israéliens soutenant l'appel de la société civile palestinienne en faveur du Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre la politique israélienne de colonialisme, d'occupation et d'apartheid vis-à-vis du peuple palestinien.

Nous avons récemment appris que vous projetez de donner un spectacle à Tel Aviv. Nous vous écrivons pour vous demander de ne pas venir, car votre spectacle sera directement relié aux efforts de propagande d'Israël, aux dépens du peuple palestinien. S'il vous plaît, écoutez-nous jusqu'au bout.

Les tentatives israéliennes pour masquer des dénis systématiques des droits de l'homme et une oppression des Palestiniens depuis plusieurs décennies, s'appuient sur la capacité d'Israël à conserver une image progressiste et démocratique aux yeux de la communauté internationale. Israël va même souvent jusqu'à se présenter comme « la seule démocratie du Moyen-Orient ». Mais la politique israélienne d'apartheid est partie intégrante même de quelque chose d'aussi léger et joyeux qu'un spectacle musical.

Les fans palestiniens de votre musique, qui vivent sous la brutale occupation militaire d'Israël en Cisjordanie ou dans les conditions du siège hermétique de la bande de Gaza, ne seront pas autorisés à venir à Tel Aviv assister à votre spectacle. Bien sûr, ceci n'est qu'un petit exemple ; les privations causées par l'occupation vont bien au-delà de l'interdiction d'assister à un concert. Tous les aspects des vies palestiniennes sont contrôlés par une armée d'occupation étrangère, depuis la possibilité d'étudier, de travailler ou de voyager jusqu'aux permis de construction sur leur propre territoire.

Voici un autre exemple. Les Voyageurs de la Liberté palestiniens (Palestinian Freedom Riders) ont récemment contesté la ségrégation dans les bus israéliens qu'ils ne sont pas autorisés à emprunter. Ces bus transportent des colons israéliens depuis et vers leurs domiciles illégalement construits sur des terres volées [1][2][3]. Des personnalités, et parmi elles de nombreux musiciens et artistes, sont venues voir par elles-mêmes le traitement des Palestiniens sous domination israélienne et se sont engagées à ne pas légitimer ces politiques racistes.

Le peuple palestinien se voit refuser des libertés fondamentales : la liberté de mouvement, la liberté d'accéder à leurs terres volées et la liberté de protester contre l'injustice sans subir une répression brutale[4]. Ceux qui vivent dans la bande de Gaza (56% d'entre eux étant des enfants) supportent un siège débilisant, limitant leur accès à l'eau, aux soins et traitements médicaux, et aux matériaux de construction [5].

À Silwan, près de Jérusalem Est, à 45 minutes du lieu prévu pour votre concert, des enfants sont enlevés de leurs maisons, en violation du droit international, et subissent de violents interrogatoires policiers sans l'assistance de leurs parents ou d'un avocat [6]. Tous ces crimes ont lieu à une heure seulement de votre futur concert.

Des représentants de la société civile palestinienne, incluant plus de 170 organisations différentes, de femmes, d'universitaires, de travailleurs, ont lancé un appel en faveur d'une campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre la politique israélienne. Ils demandent en particulier aux artistes internationaux de ne pas se produire en Israël jusqu'à ce que cet état respecte ses obligations selon le droit international et change de politique [7].

Dans une cynique opération de relations publiques pour distinguer Tel Aviv d'Israël, des représentations données par des artistes internationaux à Tel Aviv sont utilisées pour vendre la ville comme une bulle « cool » et « éclairée ». Ceci est notoirement faux. Tel Aviv a été construite, ou pour être plus précis, étendue, sur les ruines de plusieurs villages palestiniens dont les habitants ont été tués ou expulsés pendant la Nakba, l'épuration ethnique qui a eu lieu en 1948 [8].

De plus, Tel Aviv est un pilier de la culture et de l'économie qui soutiennent l'apartheid d'Israël. Voici un lien à une

photo d'une affiche officielle de la municipalité de Tel Aviv[9].

Et voici encore un autre exemple, particulièrement pertinent pour votre spectacle : les propriétaires du Block Club à Tel Aviv sont très fiers que le Ministre israélien des Affaires étrangères utilise leur nom dans ses vidéos promotionnelles. Ce même ministre qui « voit la culture comme un outil de propagande de premier plan et ne distingue pas entre propagande et culture »[10] (Traduit de l'hébreu : « Le Block club est connu comme un centre culturel et musical, où des artistes internationaux de premier plan se produisent régulièrement. Un lieu qui est reconnu, à la fois en Europe et aux États-Unis, comme l'un des meilleurs night-clubs du monde aujourd'hui. Si bien que le service de propagande du Ministère des Affaires étrangères l'a choisi pour représenter Israël dans une image officielle destinée à stimuler le tourisme » (Source en hébreu: [11])).

Le Ministère des Affaires étrangères d'Israël utilise tous les spectacles internationaux à Tel Aviv à de telles fins de propagande.

Les faits montrent clairement que Tel Aviv n'est pas si sympathique, c'est la plateforme financière de l'apartheid et du militarisme.

De nombreux artistes sont venus ici pleins de bonne volonté, avec l'intention de se servir de leur art pour changer l'opinion publique israélienne et répandre un message de paix. Roger Waters était l'un d'eux (svp voir ci-dessous). Ces artistes ont finalement compris que leurs spectacles, malgré leurs bonnes intentions, ont été détournés et utilisés pour donner un feu vert à l'actuelle politique d'oppression d'Israël.

Voici quelques citations d'artistes importants et de personnalités :

-Roger Waters: « De mon point de vue, le contrôle odieux et draconien qu'Israël exerce sur les Palestiniens assiégés dans Gaza et les Palestiniens de la Cisjordanie occupée (y inclus Jérusalem Est), couplé au refus des droits des réfugiés à retourner dans leurs maisons en Israël, impose que les peuples impartiaux du monde entier soutiennent les Palestiniens dans leur résistance civile non violente. Pour moi, cela signifie déclarer mon intention d'exprimer ma solidarité non seulement avec les Palestiniens, mais aussi avec les milliers d'Israéliens qui désapprouvent la politique raciste et coloniale de leur gouvernement, en rejoignant la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël, jusqu'à ce que cet état respecte les trois droits humains fondamentaux exigés par la loi internationale ». [12]

-Faithless: « Nous avons été sollicités pour donner quelques représentations cet été dans votre pays et c'est avec le cœur très lourd que j'ai eu le regret de refuser cette invitation. Alors que des êtres humains voient sciemment déniés non seulement leurs droits, mais aussi leurs besoins, ceux de leurs enfants et de leurs grands-parents, j'ai le sentiment profond que je ne peux pas envoyer un signal, même tacite, que ceci est « normal », ou « ok » ». [13]

-Archevêque Desmond Tutu d'Afrique du Sud : « Les Boycotts, Désinvestissements et Sanctions internationaux contre le régime d'apartheid, combinés avec les luttes de masse à l'intérieur de l'Afrique de Sud, ont conduit à notre victoire ... De même que, pendant l'apartheid, nous avons dit aux artistes internationaux qu'il n'était pas approprié de se produire en Afrique du Sud dans une société fondée sur des lois discriminatoires et la ségrégation raciale, il serait aussi mal ... de se produire en Israël ». [14]

À cause de tout ceci, nous vous demandons de reconsidérer votre participation au blanchiment de l'apartheid israélien. S'il vous plaît, dressez-vous contre l'oppression et en faveur de la libération, contre le racisme profondément enraciné et

en faveur de la justice et de l'égalité pour tous.

Nous répondrons volontiers à toute question ou tout commentaire que vous pourriez avoir.

Bien à vous,

BOYCOTT! Soutien de l'intérieur à l'appel palestinien BDS

(URL: <http://boycottisrael.info/> , Email: admin@boycottisrael.info)

Source : <http://boycottisrael.info/content/israeli-citizens-please-do-not-legitimize-racism-occupation-and-apartheid-please-heed-palest>

Traduction: Catherine G. pour la Campagne BDS France

Lettre à Cassandra Wilson

Chère Cassandra Wilson

En solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre l'apartheid, les crimes de guerre et l'odieuse injustice qu'il subit, nous sommes plusieurs groupes et associations à vous adresser nos remerciements pour votre décision courageuse de ne pas vous produire au Festival international des Femmes à Holon. Nous vous remercions aussi pour votre déclaration de soutien au Boycott culturel demandé par la société civile palestinienne.

Le Festival de Holon financé par l'État d'Israël prétend encourager l'autonomie des femmes, cependant les palestiniennes en sont exclues, cela s'appelle autonomie

sélective.

Votre décision audacieuse de refuser de vous produire en Israël exprime votre respect et votre profonde sensibilité vis à vis des femmes palestiniennes, c'est un exemple pour d'autres femmes à faire front contre l'injustice. Vous avez subi une forte pression de la part des organisateurs du Festival de Holon, vous avez fait preuve d'une courageuse fermeté en suivant l'appel de la campagne BDS et en annulant votre spectacle à court terme.

Il n'est pas rare de voir des artistes devenir la cible d'accusations mensongères, de menaces et de critiques infondées de la part des indéfectibles partisans des crimes israéliens, pour avoir choisi cette attitude. Nous restons solidaires et vous souhaitons de garder toute votre fermeté face aux pressions, sachez que vous êtes entourée du soutien de tous ceux qui croient en la justice, les droits de l'homme et la liberté, nous respectons et saluons votre décision. Vous venez de rejoindre la liste qui augmente chaque jour des artistes de conscience qui refusent de jouer dans la Sun City d'aujourd'hui, et ensemble nous vous en remercions.

Bien sincèrement,

DPAI (Don't Play Apartheid Israel)

South Africans Against Apartheid Israel

Alice Walker Film

Palestine Forum Japan

Artists Against Apartheid

Boycott! Supporting the Palestinian BDS Call from Within
(Boycott de l'Intérieur)

USACBI (US Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israel)

IPSC Ireland-Palestine Solidarity Campaign

CAPJPO-EuroPalestine

BRICUP British Committee for Universities of Palestine
Palestinagruppen Stockholm
Wits Palestine Solidarity Committee (South Africa)
Action Group at KTH (Kungliga Tekniska högskolan) for the
Boycott of Israel
Irish Friends of Palestine
Derry Friends of Palestine
Irish Ship to Gaza
Palestina non si arrenderà (Greece)
Adalah-NY
Campagne BDS France
Soutenu par GYBO (Gaza Youth Break Out)
Soutenu par PACBI (Palestinian Campaign for the Academic &
Cultural Boycott of Israel)

Dear Cassandra Wilson,

As different groups working in solidarity with the Palestinian people in their struggle against apartheid, war crimes and terrible injustices perpetrated against them by Israel, we applaud you for your courageous decision not to play for the Holon International Women's Festival. Thank you for your statement in support of the cultural boycott of Israel as called for by Palestinian civil society.

Although the government-funded Holon festival claimed to empower women, since Palestinian women were excluded, this was selective empowerment. Your brave decision to refrain from performing in Israel showed respect and deep compassion for Palestinian women and your action is an inspiration for other women to stand up against injustice. We thank you for enduring the intense pressure to perform for the Holon festival. You showed great strength by seeking information about the BDS campaign and deciding to cancel so close to your scheduled performance.

It is not uncommon for an artist who takes such a stand to be

on the receiving end of false accusations, threats, and unfounded criticism by apologists for Israeli crimes. In solidarity, we hope that you remain strong in the face of such pressure and recognise there is enormous support for you and respect for your decision among those who embrace justice, human rights and freedom. You have joined a growing list of artists of conscience who have refused to play in today's Sun City and we all express our gratitude to you.

Sincerely,

DPAI (Don't Play Apartheid Israel)

South Africans Against Apartheid Israel

Alice Walker Film

Palestine Forum Japan

Artists Against Apartheid

Boycott! Supporting the Palestinian BDS Call from Within
(Boycott from Within)

USACBI (US Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israel)

IPSC Ireland-Palestine Solidarity Campaign

CAPJPO-EuroPalestine

BRICUP British Committee for Universities of Palestine

Palestinagruppen Stockholm

Wits Palestine Solidarity Committee (South Africa)

Action Group at KTH (Kungliga Tekniska högskolan) for the
Boycott of Israel

Irish Friends of Palestine

Derry Friends of Palestine

Irish Ship to Gaza

Palestina non si arrenderà (Greece)

Adalah-NY

Campagne BDS France

Endorsed by GYBO (Gaza Youth Break Out)

Endorsed by the PACBI (Palestinian Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israel)